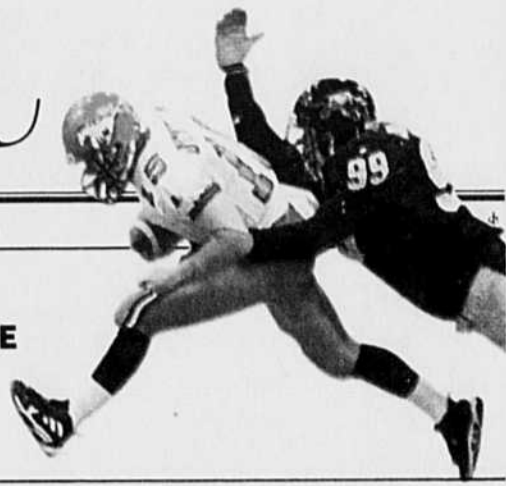


LE DEVOIR

VOL. XC - N° 272

LE LUNDI 29 NOVEMBRE 1999

87c + TAXES = 1\$



LE MONDE
L'ETA REPREND LES ARMES
PAGE A 5

LES ACTUALITÉS
INTER-CANADIEN INTERROMPT TOUS SES SERVICES
PAGE A 3

CULTURE
LE RETOUR INTIME DE JULIEN CLERC
PAGE B 8

LES SPORTS
COUPE GREY: DOUCE REVANCHE POUR LES TIGER CATS
PAGE B 4

PERSPECTIVES

Le borbier corse

Les nationalistes corses s'entre-tuent à coups de bombes. Les services de polices français se déchirent à coups de révélations. Le gouvernement ne sait plus quoi faire. Une chatte n'y retrouverait pas ses petits.

Les deux attentats des nationalistes corses contre des édifices publics qui ont fait trois morts jeudi à Ajaccio ne représentent pas seulement la nième agression d'une bande de tueurs fous. Vu du vieux continent, l'événement survient à un moment précis et marque un tournant dans l'affrontement qui oppose l'Etat français à une nuée de fractions terroristes qui ne cessent de s'entre-déchirer.

Les explosions filmées en direct par la télévision corse, qui a été prévenue la première, ont fait trois morts et se sont déroulées en plein jour. Ce n'est pas la première fois. En 1991 et en 1996, les terroristes avaient aussi frappé en pleine journée au cœur de la ville. Mais le terrorisme corse s'était le plus souvent attaqué à des édifices en évitant de faire trop de victimes civiles. Cette fois, signe de l'exacerbation du conflit, les terroristes s'en prennent indifféremment à la population sans craindre les coûts humains de leurs actions.



Christian Rioux

Deux mois après la visite de Lionel Jospin, qui a posé le renoncement à la violence comme préalable à toute discussion sur l'évolution de l'île, les groupes nationalistes se livrent à une véritable surenchère. Au cours de la semaine dernière, le FLNC-Canal historique avait revendiqué trois attentats contre des bâtiments publics, une opération commando et des actions contre des résidences secondaires.

Pour le gouvernement français, ces attentats arrivent au plus mauvais moment. Ses relations avec l'île ne cessent de s'envenimer. On croyait la gauche plus intégrée et mieux placée — c'est ce qu'elle professait — que les anciens ministres de droite pour imposer le respect. Or, depuis plusieurs mois, les remontrances du gouvernement sont à la mesure de ses carences. Le préfet à poigne Bernard Bonnet, nommé pour rétablir l'ordre, a été accusé au printemps d'avoir été impliqué dans l'incendie d'une paillette, une de ces cantines improvisées qui fleurissent illégalement sur les plages. Le gouvernement est parvenu de justesse à se faire pardonner cette affaire grâce à l'identification soudaine des responsables de l'assassinat du préfet Erignac, le prédécesseur de Bonnet, assassiné par les nationalistes. Si les hauts fonctionnaires semblaient peu respectueux de la loi, au moins la police faisait-elle son travail.

Ce dernier mythe s'est effondré la semaine dernière. Deux rapports parlementaires sont venus jeter un peu plus d'ombre sur le borbier corse. On y apprend que la guerre des polices qui fait rage dans l'île n'a rien à envier à celle qui oppose les terroristes entre eux. Le numéro deux de la police judiciaire et chef de la Division nationale antiterroriste, Roger Marion, a affirmé aux membres d'une commission que les services de renseignement et la police judiciaire d'Ajaccio étaient responsables de la fuite d'Yvan Colonna, le nationaliste accusé de l'assassinat du préfet Erignac. Marion laisse entendre que l'ancien patron de la police judiciaire d'Ajaccio, Demetrius Dragacci, a lui-même averti le père de Colonna que son fils était surveillé.

La situation est plus qu'embarrassante pour le ministre de l'Intérieur qui parle de «tentatives de déstabilisation». Jean-Pierre Chevènement avait lui-même nommé Marion aux plus hautes responsabilités contre l'opinion du premier ministre, Lionel Jospin. On nage en pleine *Omertà*. Sauf qu'ici, le feuilleton dure depuis 20 ans, qu'il a entraîné plus de 10 000 actes de violence (la moitié revendiqués) et causé la mort de 70 personnes. Les parlementaires n'ont pas épargné la droite puisqu'ils citent le directeur adjoint des renseignements généraux disant que l'ancien ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré, a directement négocié avec les terroristes en 1996. Ce que nie ce dernier.

Plusieurs estiment d'ailleurs que les dernières actions terroristes ont pour but de forcer le gouvernement Jospin à faire la même chose. Le premier ministre a expliqué il y a deux mois qu'aucun dialogue ne serait possible avant l'arrêt de la violence. Cet attentat est «une réponse désespérée», selon François Santoni. Le député nationaliste dit que la population est prise en étau entre la «rigidité de l'Etat» et la radicalisation des nationalistes, dont les organisations terroristes n'obéissent pas qu'à

VOIR PAGE A 8: BOURBIER

MÉTÉO

Montréal
Averses de neige dispersées.
Max: 0 Min: -2

Québec
Nuageux.
Max: 0 Min: -3

Détails, page B 5

INDEX

Annonces B 5 Le monde A 5
Avis publics B 3 Les sports B 4
Culture B 8 Mots croisés B 3
Editorial A 6 Planète B 2
Entrevue B 1 Religions B 6
Idées A 7 Télévision B 7

www.ledevoir.com

Carte blanche pour Chrétien

Les militants de l'aile québécoise du Parti libéral laissent le soin à leur chef de déterminer la stratégie référendaire fédérale

HÉLÈNE BUZZETTI
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Le premier ministre Jean Chrétien est déterminé à aller de l'avant avec son intention de définir ce qu'il entend par une question et un résultat référendaires clairs. Ses militants du Québec réunis ce week-end en congrès à Hull lui ont donné carte blanche, malgré une timide invitation à la prudence. Dans son discours de clôture hier, le chef du Parti libéral a réitéré intégralement sa stratégie référendaire: il n'at-

tendra pas un prochain référendum avant de déterminer ce qu'il entend par une question et une majorité suffisamment claires pour obliger son gouvernement à négocier une sécession avec le Québec. Cela est, selon lui, «sa responsabilité» en tant que premier ministre.

«Je n'ai pas l'intention de leur [le gouvernement de Lucien Bouchard] dicter une question, mais nous avons une responsabilité. C'est nous qui déciderons s'il y a une négociation. Et on ne le dira pas après le référendum quelles sont les conditions, on va leur dire longtemps avant un référendum.»

«On a eu deux référendums, avec des questions claires. Ils n'ont jamais accepté le vote populaire, et on devrait attendre, à rien faire, deux semaines avant le référendum pour dire qu'est-ce que l'on pense? Voulez-vous savoir, mes amis? Ce serait irresponsable.»

M. Chrétien a même invité le premier ministre du Qué-

VOIR PAGE A 8: CHRÉTIEN

Autres informations en page A 2



AGENCE FRANCE-PRESSE

TOUT en retenant votre souffle jusqu'à Noël, n'oubliez pas de bien faire boire votre sapin naturel ou, au besoin, de le nourrir! C'est bien la discipline à laquelle doit se soumettre la plongeuse Yuko Sone, à l'aquarium Sunshine, de Tokyo. Parce que chacun a sa façon de célébrer, cette originale institution a choisi d'exposer son arbre sous l'eau et de le décorer, entre autres, de poissons exotiques. Ne reste qu'à espérer que le père Noël soit bon nageur et qu'il prévoie quelques vêtements de rechange...

Les Cris célèbrent la «souveraineté limitée» du Canada

Le Grand Chef Ted Moses accuse Ottawa de se soustraire à ses obligations de fiduciaire

MARIO CLOUTIER
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

Le Grand Conseil des Cris se réjouit d'une décision rendue jeudi dernier par la Cour supérieure du Québec qui a constaté la «souveraineté limitée» du Canada sur le territoire de la Baie James. La Convention de la Baie James et du Nord québécois (CBJNQ) est protégée par la Constitution, indique le jugement. Elle consacre les obligations fiduciaires du Canada envers les Cris et protège les droits de ces derniers contre les empiètements législatifs.

«Ce jugement démontre que les droits des Cris sont importants et limitent ceux du Canada», pense le Grand Chef des Cris, Ted Moses.

Le juge Jean-Claude Croteau a rejeté jeudi la requête du gouvernement fédéral qui souhaitait ne pas être considéré comme défendeur — aux côtés du Québec — dans l'action des Cris devant la Cour supérieure concernant le régime forestier du nord québécois. Ottawa soutenait que la Cour supérieure du Québec n'avait pas la compétence d'une Cour fédérale qui lui permettrait de le convoquer comme défendeur.

Le juge Croteau en a décidé autrement prétextant que l'immunité d'Ottawa ne s'étend pas aux questions constitutionnelles. C'est le cas, selon le magistrat, de la cause des Cris sur un régime forestier qui a été établi dans la Convention de la Baie James et est protégé par la Constitution.

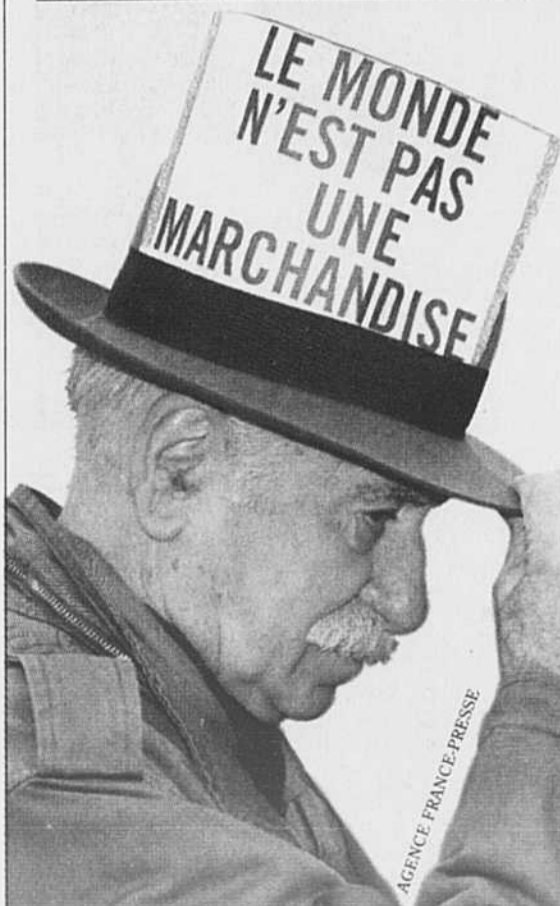
«Lorsque le Parlement canadien, dit le jugement, a adopté la Loi constitutionnelle de 1982, ses modifications en 1983 et la Loi sur la mise en œuvre de la Convention de la Baie James et du Nord québécois, il a choisi de limiter sa souveraineté.» Ce qui n'enlève rien aux devoirs de fiduciaire d'Ottawa, poursuit le Grand chef des Cris, Ted Moses. A la lecture du jugement, il affirme que la CBJNQ est un accord de reven-

VOIR PAGE A 8: CRIS

L'OMC au poteau

En France, le combat contre la mondialisation a réveillé une nouvelle contestation

CHRISTIAN RIOUX
CORRESPONDANT DU DEVOIR À PARIS



«Vive les camemberts qui puent!» Quinze mille manifestants ont envahi samedi les rues de Paris, et presque autant 70 autres villes de France, pour clamer que «le monde n'est pas une marchandise». Les uns en avaient contre le fast food américain, les autres contre les organismes génétiquement modifiés (OGM), quelques-uns s'en prenaient à Hollywood, d'autres encore à l'empire de Bill Gates. Histoire de montrer ce qu'ils ne voulaient pas devenir, des plaisantins s'étaient déguisés en codes-barres. A 24h de l'ouverture du Round du millénaire (le sommet de l'Organisation mondiale du commerce) à Seattle, les manifestants de toutes origines politiques voulaient surtout exprimer leur inquiétude diffuse devant la mondialisation.

Depuis trois mois, le débat sur l'OMC a ré-

veillé en France une nouvelle contestation. Selon le magazine *L'Expansion*, 60 % des Français estiment que la mondialisation économique a aggravé les inégalités. Bref, la cote du libre-échange est en chute libre.

En préparation du sommet de Seattle, toutes les télévisions françaises n'en ont que pour José Bové, le leader de la Confédération paysanne qui avait saccagé un restaurant McDonald's l'été dernier. L'éleveur de brebis du Larzac en avait contre la «malbouffe». Après avoir sillonné la France, il a pris l'avion pour «le pays des hamburgers» (*Le Monde*) la semaine dernière avec 280 kg de Roquefort dans ses bagages. A Seattle, il loge au Vagabond Inn et n'a pas hésité à comparer son combat à ceux de Martin Luther King et Cesar Chavez (défenseur des travailleurs agricoles mexicains).

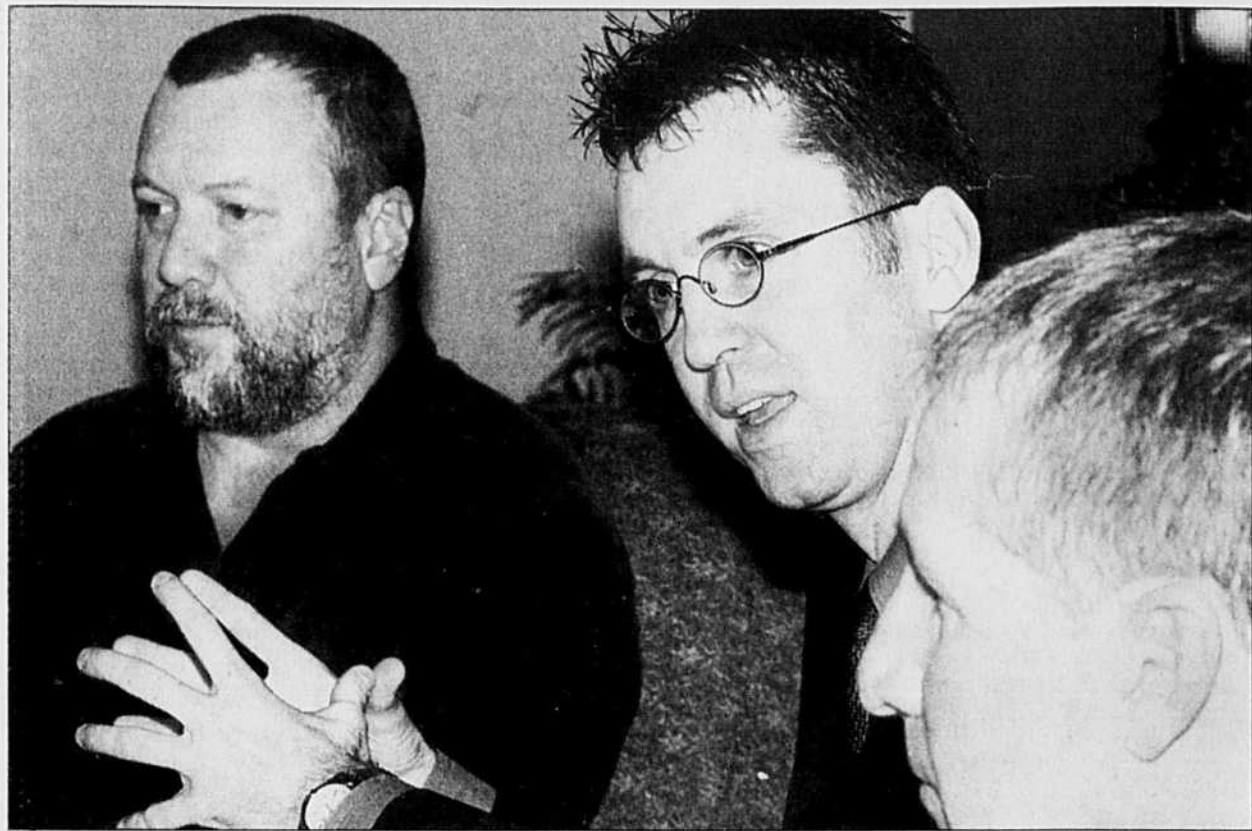
Pris à partie, les restaurants McDonald's n'ont pas voulu demeurer en reste. Pour refaire son image, la filiale

VOIR PAGE A 8: OMC

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

des Galeries d'art du Québec
24 au 29 novembre
Marché Bonsecours
350, rue Saint-Paul Est
Info. : (514) 844-2133



JACQUES GRENIER LE DEVOIR
Jean Lortie, le président de la Fédération du commerce CSN (au centre), a accusé hier en conférence de presse Métro-Richelieu de ne pas respecter la convention collective. Il était accompagné de Richard Rodrigue, le président du Syndicat des travailleurs des épiciers unis Métro-Richelieu (à gauche), et de Robert Girouard, le secrétaire général du syndicat.

Métro-Richelieu souffre d'amnésie, accuse la CSN

La saga judiciaire pourrait reprendre de plus belle

SILVIA GALIPEAU
LE DEVOIR

La saga judiciaire qui a miné les relations de travail chez Métro-Richelieu pendant six ans pourrait reprendre de plus belle. Hier, la CSN et la Fédération du commerce, auxquelles est affilié le Syndicat des Travailleurs des épiciers unis Métro-Richelieu, ont dénoncé les pratiques injustes de Métro-Richelieu, qui semble répéter les mêmes erreurs que par le passé, à savoir le non-respect des droits d'ancienneté des travailleurs, et le recours à la sous-traitance dans le transport.

De son côté, Métro-Richelieu a une interprétation radicalement différente du dossier. L'entreprise affirme avoir respecté la convention collective dans son intégralité, mais voit plutôt une guerre entre deux syndicats — la CSN et les Travailleurs unis de l'alimentation et du commerce (TUAC) — qui se disputent l'accréditation des employés.

«En 1998, Métro-Richelieu et la CSN convenaient d'une entente qualifiée d'histoire à l'époque par le président de la CSN Gérard Larose, qui prévoyait un règlement global de la question des camionneurs — le retour au travail, une indemnisation et finalement la signature d'une convention collective», a rappelé hier en conférence de presse Jean Lortie, le président de la Fédération du commerce CSN, en présence de Richard Rodrigue, le président du Syndicat des travailleurs des épiciers unis Métro-Richelieu, et de Robert Girouard, le secrétaire général du syndicat.

Mais l'entente aura été de courte durée. «À peine six mois plus tard, tout recommence. Nous avons déposé 1700 griefs. L'employeur refuse de reconnaître les attributions des travailleurs CSN et je dirais même, ce qui est encore plus incroyable, on recommence dans le transport», a poursuivi Jean Lortie.

Selon la CSN, les relations de travail

se sont détériorées continuellement ces derniers temps. La goutte qui a fait déborder la vase aura été le transfert le 3 octobre dernier de 10 employés de l'entrepôt Mérite 1 à l'entrepôt Pierre de Coubertin de Métro-Richelieu, sans reconnaissance de l'ancienneté des travailleurs syndiqués CSN.

Ce n'est pas le transfert des employés en soi que le syndicat reproche à son employeur, mais le non-respect de leurs droits, notamment leurs droits d'ancienneté, les horaires de travail, les vacances, etc.

Dans l'entrepôt Pierre de Coubertin, 58 employés sont syndiqués CSN, et 32 sont syndiqués TUAC. La CSN reproche à Métro-Richelieu de ne pas considérer l'ensemble des employés en attribuant ses droits d'ancienneté, mais les deux syndicats séparément. Résultat: un employé syndiqué CSN qui a plus d'ancienneté qu'un employé syndiqué TUAC ne peut pas faire valoir ses droits à l'employeur.

Selon la CSN, Métro-Richelieu favorise les TUAC, car ceux-ci sont moins revendicateurs. «Leur convention collective est plus souple que la nôtre au niveau de la sous-traitance, des droits de gestion et du transfert de la main-d'œuvre», a précisé Jean Lortie.

Autre dossier litigieux qui refait surface: la question du transport. Depuis le mois de juin, à la suite de l'achat de supermarchés Loeb par Métro-Richelieu, le transport de la marchandise vers l'Ontario par le corridor de Cornwall est donné à la sous-traitance. «Ils ont donné à la sous-traitance une route vers Cornwall en Ontario, pour approvisionner le marché dans l'alimentation. On va repartir avec une saga judiciaire dans la question de Métro-Richelieu. Après la décision de tous les tribunaux québécois et canadiens, jusqu'à la Cour Suprême du Canada, qui à l'époque avait coté des dizaines et des dizaines de millions de dollars à Métro-Richelieu, et qui avait pourri les relations de travail jusqu'à un niveau jamais vu au Québec,

ça recommence. Métro-Richelieu se comporte comme si rien ne s'était passé, comme si elle n'avait pas appris du passé», s'est indigné Jean Lortie.

Réplique de Métro-Richelieu

Mais de son côté, Métro-Richelieu ne voit pas les choses sous le même angle. Par voie de communiqué hier, l'entreprise a immédiatement réagi à l'attaque du syndicat.

Premièrement, il est faux de dire que les relations de travail sont empoisonnées, dit-elle. «Nous administrons plus de 140 conventions collectives pour près de 10 000 employés syndiqués, dans des conditions normales et harmonieuses», a déclaré Alain Picard, vice-président aux ressources humaines chez Métro-Richelieu.

Selon Alain Picard, on assiste ici à une guerre non pas entre Métro-Richelieu et la CSN, mais bien entre deux syndicats, la CSN et les TUAC, qui se disputent chacun l'accréditation d'un petit groupe d'employés. Le transfert des dix employés à l'entrepôt Pierre de Coubertin aurait attisé le feu entre les deux groupes.

Par ailleurs, Métro-Richelieu est convaincu d'avoir respecté les conventions collectives à la lettre. «On a respecté l'essence de la convention collective», a affirmé Alain Picard.

Pour ce qui est du conflit au sujet du transport, de nouveau Métro-Richelieu ne se voit pas dans le tort. Il s'agit d'une nouvelle route, et la convention collective lui donne le droit de donner les nouveaux trajets à la sous-traitance, rétorque l'entreprise.

Bref, les deux parties ne s'entendent ni sur la source du conflit, ni sur l'application de la convention collective. Si la CSN se dit prête à aller jusqu'au bout pour faire reconnaître les droits des employés, elle privilégie avant tout la négociation. Demain et mercredi, deux rencontres sont prévues avec la Commission du travail, afin de franchir sur la question des droits d'ancienneté des travailleurs.

Inter-Canadien interrompt subitement tous ses services

PRESSE CANADIENNE

La récente bataille pour le contrôle du transport aérien au Canada semble avoir mis du plomb dans l'aile du transporteur régional Inter-Canadien, qui a annulé sans préavis tous ses vols d'hier et aujourd'hui, sans fournir d'explication ou même présenter ses excuses.

Cette interruption de service de l'entreprise, qui est affiliée aux Lignes aériennes Canadien International, a bouleversé les horaires de plusieurs voyageurs dans l'est du pays. Cependant, un vice-président du transporteur régional, Michel Pagé, a minimisé son impact. «Nous prévoyons traverser cette tempête et repartir en affaires», a-t-il expliqué hier, alors que les têtes dirigeantes de la compagnie se sont refusées à tout commentaire. «Il s'agit de 900 emplois et de 160 millions en ventes, a-t-il poursuivi. C'est une compagnie qui fonctionne bien, particulièrement au Québec.»

Inter-Canadien, dont le siège social est situé à Montréal, dessert les petites communautés du Québec et de l'Ontario, en plus des Maritimes. Pour l'instant, tous les vols d'aujourd'hui sont annulés et M. Pagé a laissé entendre qu'il pourrait ne pas y avoir de service demain. Selon le vice-président, la compagnie ne connaît aucun problème financier et le problème résiderait plutôt du côté des ententes sur les services avec son partenaire Canadien, de Calgary.

Toutefois, la gérante du service à la

clientèle d'Inter-Canadien à Québec, Nathalie Jobin, n'a pas hésité à blâmer Canadien, lui reprochant son manque de soutien financier. Selon Mme Jobin, Inter-Canadien a perdu des parts du marché depuis que les turbulences que connaît l'industrie remettent constamment en cause l'avenir de son partenaire clé. «Inter-Canadien a demandé de l'aide à Canadien Regional, mais n'a rien reçu», a-t-elle précisé.

Le porte-parole de Canadien, Jeff Angel, a confirmé qu'une aide financière avait été demandée, mais a nié catégoriquement que rien n'était fait pour aider Inter-Canadien. «Toute déclaration laissant entendre que Canadien n'a pas voulu aider Inter-Canadien est complètement fautive», a lancé M. Angel, depuis Calgary.

«Inter-Canadien demandait à Canadien une subvention sur une base continue et nous ne sommes tout simplement pas en position de la lui accorder», a-t-il poursuivi.

En vertu de l'entente liant les deux entreprises, Canadien verse de l'argent à Inter-Canadien pour la clientèle fournie par le transporteur de Montréal. «Pas plus tard que jeudi dernier, nous lui avons avancé plus de deux millions en prépaiement pour l'achalandage que nous allons recevoir la semaine prochaine», a continué M. Angel.

Bien qu'il soit impossible de déterminer avec précision le nombre de passagers lésés par cette interruption de service, Canadien a ajouté une douzaine d'avions à son service habi-

tuel pour en dépanner le plus grand nombre possible et Air Canada accepte les billets d'Inter-Canadien sur ses propres vols régionaux.

De son côté, la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), qui représente l'ensemble des quelque 700 employés syndiqués chez Inter-Canadien, a réclamé hier l'intervention des ministres fédéral et provincial des Transports, MM. David Collenette et Guy Chevrette.

«Nous avions déjà prévenu le ministre Collenette des difficultés graves d'Inter-Canadien», a fait remarquer le secrétaire général de la centrale syndicale, René Roy. «[Le dossier de la restructuration des transports aériens] a été dirigé de façon anarchique, a pour sa part déploré le vice-président de la FTQ, Robert Guay. Maintenant, il y aura beaucoup de victimes, des Québécois qui n'auront probablement plus d'emplois la semaine prochaine.»

Inter-Canadien était une filiale de Canadien jusqu'au moment de sa vente, il y a un an, aux hommes d'affaires Robert Myhill et Michael Cochrane.

Jusqu'à tout récemment, Inter-Canadien desservait 24 destinations au moyen de 20 appareils. Quatre avions ont cependant été cloués au sol ces dernières semaines en raison d'une baisse de l'achalandage. La compagnie devait prendre livraison du premier de six nouveaux jets régionaux à 50 sièges, ce mois-ci, mais elle a préféré en retarder l'acquisition en raison de l'incertitude entourant actuellement le secteur canadien des transports aériens

Des militaires canadiens rentrent du Timor pour la période des fêtes

DENNIS PASSA
PRESSE CANADIENNE

Brisbane, Australie — Une centaine de militaires canadiens rentreront au pays, aujourd'hui, après un séjour de huit semaines au Timor oriental pour le maintien de la paix, au cours duquel deux avions de transport C-130 Hercules ont participé à plus de 125 missions.

Le lieutenant Paul Doucette, de la 8^e Escadre de la base militaire de Trenton, en Ontario, a annoncé hier le départ du premier appareil cette même journée, alors que le deuxième quittera la région aujourd'hui, après avoir effectué le transport de plus de deux tonnes de matériel et de 1500 passagers entre Darwin, au nord de l'Australie, et Dili, au Timor oriental. Le lieutenant Doucette, âgé de 26 ans, a rappelé que les avions et l'équipe canadienne ont commencé leur travail le 29 septembre et effectué leur dernier vol vendredi dernier. Le deuxième Hercules ne transportera à son bord qu'un équipage minimal pour son retour à la maison, alors que les autres militaires quitteront les lieux ce matin à bord d'un Airbus des Forces armées canadiennes.

«Nous ferons un court arrêt à Honolulu pour ensuite nous rendre directement à Trenton et y arriver lundi, en début de soirée, heure locale», a précisé M. Doucette.

L'équipe canadienne des Nations unies pour le maintien de la paix au Timor oriental ne sera toutefois pas absente de la région, puisque quelque 250 militaires du régiment du Royal 22^e de Valcartier, ainsi que le navire ravitailleur Protecteur, d'Esquimault, en Colombie-Britannique, y resteront jusqu'en mars prochain.

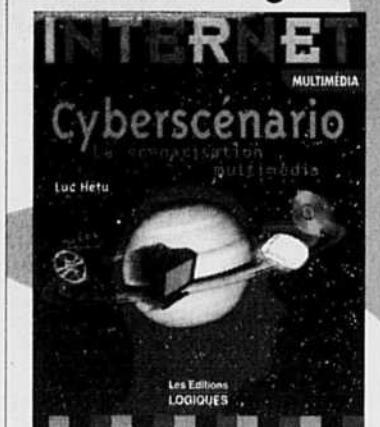
La troupe de Valcartier, connue sous le nom de Van Doos, s'est installée près de Suai, un ancien refuge pour la milice anti-indépendantiste qui a tué des centaines d'Est-Timorais depuis que le territoire a largement rejeté tout contrôle indonésien par voie référendaire, le 30 août dernier.

Le lieutenant Doucette s'est dit satisfait du déroulement des différentes missions, malgré un problème mécanique qui a retenu au sol un des avions Hercules pendant 11 jours, lors d'un séjour à Darwin.

«Toute l'équipe s'est très bien comportée», a précisé le lieutenant. Nous avons été rapidement dépêchés très loin de chez

nous, alors nous sommes contents de la façon dont tout s'est déroulé.»

LOGIQUES
Un nouveau médium est né!
Découvrez-en toutes les règles.



CYBERSCÉNARIO
La scénarisation multimédia
Luc Héty
ISBN 2-89381-668-1 - 176 p.
24,95 \$

Les Éditions LOGIQUES Inc.
En vente partout
Distribution exclusive: Québec-Livres

EN BREF

Au fil de l'épée

(Reuters) — Un homme entièrement nu brandissant une épée a fait irruption dans une église catholique bondée du sud de Londres en pleine messe dominicale, hier, blessant neuf personnes, dont trois grièvement. L'hom-

me est entré dans l'église Saint Andrews de Thornton Heath par la porte principale et a entrepris de passer les quelque 500 fidèles qui se trouvaient sur son passage au fil de l'épée avant d'être maîtrisé. La panique s'est aussitôt emparée de la nombreuse congrégation et les fidèles se sont rués en hurlant vers la sortie.

JOURNÉE D'AFFAIRES COMPLÈTE. NUIT DE PASSION À LA MAISON.

Avec plus d'allers-retours et d'envolées sans escale par les grandes villes du Québec que tout autre transporteur aérien, nous vous offrons tout le loisir de planifier le voyage d'affaires parfait. Car la perfection, le soir venu, c'est de pouvoir retrouver la personne qu'on aime.


airNova
airAlliance

Journées d'affaires complètes à Montréal, Québec, Abitibi, Sept-Îles, Ottawa, Toronto, Moncton, Fredericton, Saint John, New York, Washington, et Boston.

LE DEVOIR

LE MONDE

Fin du cessez-le feu au Pays basque

L'ETA reprend les armes

Aznar dénonce le «chantage terroriste» des séparatistes

L'ETA a mis fin hier à un espoir de paix sans précédent au Pays basque en annonçant, à la surprise et à la consternation générales, la rupture de la trêve que cette organisation séparatiste observait depuis 14 mois. L'ETA avait annoncé le 16 septembre 1998 un cessez-le-feu illimité, le premier en 30 ans de lutte armée qui a fait près d'un millier de morts.

ASSOCIATED PRESS

Madrid — La paix fait un pas en arrière au Pays basque espagnol. L'organisation séparatiste armée ETA a annoncé hier la fin de 14 mois de trêve, à partir de vendredi prochain.

Cette décision, qui risque de mettre à mal les espoirs de paix dans cette région du nord de l'Espagne, est dévoilée dans l'édition dominicale du journal basque *Gara*, proche des idées indépendantistes du mouvement.

Le chef du gouvernement espagnol José Maria Aznar a réagi avec fermeté à cette annonce, réaffirmant au cours d'une brève allocution télédiffusée qu'il n'avait aucune intention de changer de politique au Pays basque espagnol face à ce qu'il considère être un «chantage terroriste».

«L'ETA se trompe si elle croit qu'elle peut imposer un prix [politique] sur le droit de tous à vivre en paix» a notamment déclaré M. Aznar. Défendant l'attitude de son équipe dans les négociations de paix, bloquées depuis mai dernier, il a assuré que son gouvernement «a fait, fait et fera tout ce qui est possible pour trouver le chemin qui conduit à la paix». L'ETA a donc choisi de «réactiver la lutte armée» et, dès vendredi, «informera ses commandos opérationnels de la date à laquelle ils pourront commencer à mener leurs actions», précise le communiqué publié hier.

Le mouvement séparatiste basque, auquel on impute la mort de près de 800 personnes depuis 1968, avait décrété de façon unilatérale, le 16 septembre 1998, un cessez-le-feu illimité. Une décision qui avait permis de

lancer un processus de paix. Mais celui-ci était bloqué depuis sa mise en place, en mai dernier, Madrid et l'ETA ne parvenant pas à fixer le cadre du dialogue.

Responsabilité de l'échec

L'ETA exigeait que les négociations prennent en compte sa revendication d'un Pays basque indépendant. Mais le gouvernement de José Maria Aznar avait depuis exclu de modifier les frontières nationales et insisté pour que les négociations ne portent que sur la démobilisation du groupe armé et le sort de ses prisonniers.

Depuis, chaque partie se rejetait la responsabilité de l'échec des discussions, s'accusant mutuellement d'intransigeance. Un discours que reprend d'ailleurs l'ETA dans son communiqué. Le chef régional basque du Parti populaire (PP) de M. Aznar, Carlos Irujo, a accusé l'organisation séparatiste d'avoir «une nouvelle fois détruit tout espoir de paix».

Dans son communiqué, l'ETA accuse également les partis nationalistes basques modérés d'être

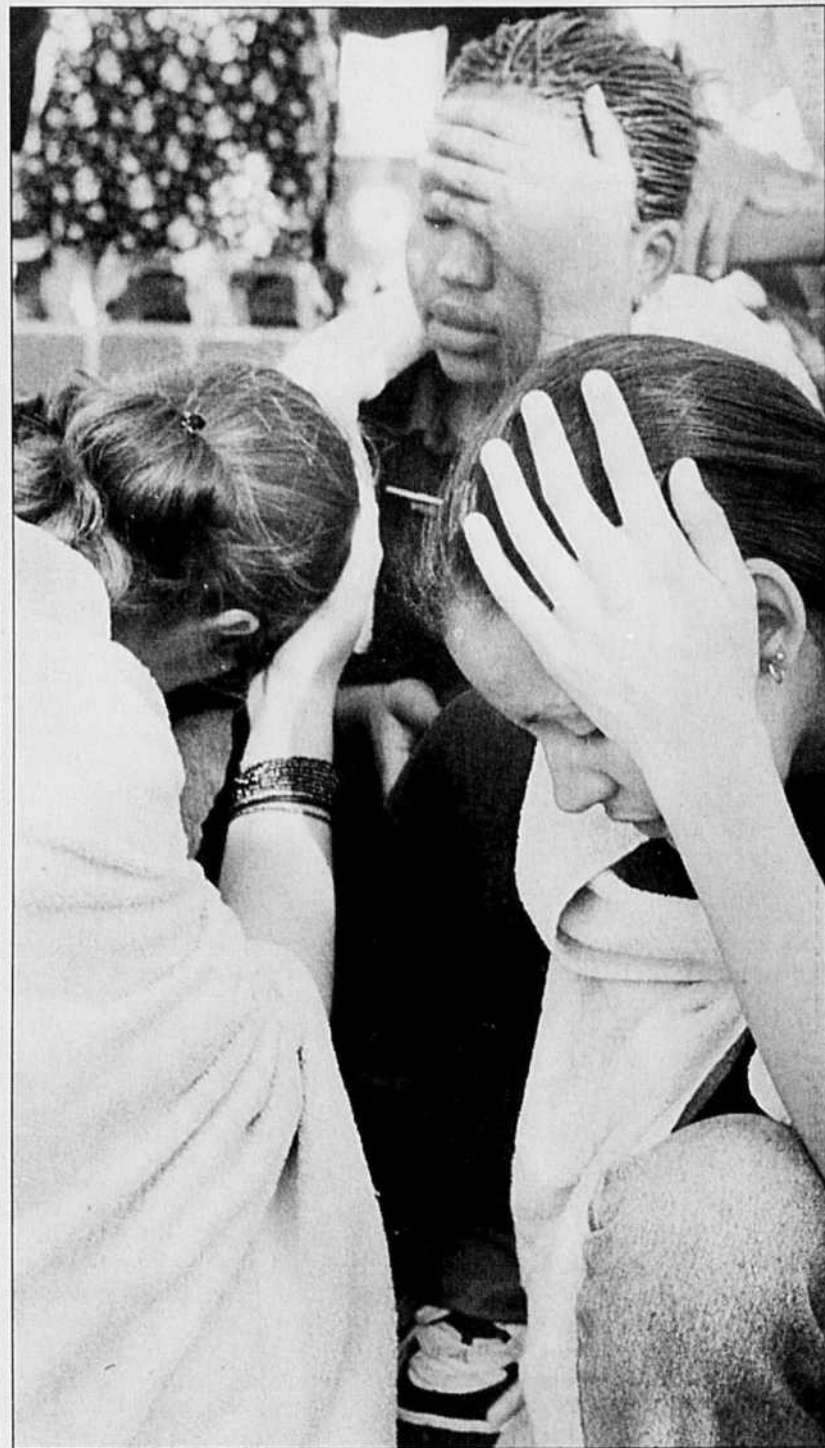
responsables de la fin de la trêve. Ils n'auraient en effet pas respecté les promesses faites au moment de la signature, en août 1998, d'un pacte secret qui précéderait l'annonce de la trêve.

Selon l'ETA, le Parti nationaliste basque (PNV) notamment s'était engagé à rompre toute relation avec le gouvernement espagnol et la principale force d'opposition, les socialistes, pour se consacrer à la construction d'un Etat basque indépendant.

Le leader du PNV, Juan Jose Ibarretxe, également président de la province autonome basque, a condamné l'annonce de l'organisation séparatiste armée, qu'il a qualifiée de «pas en arrière» et de «mauvais coup porté aux espoirs de notre société».

Pour M. Ibarretxe, l'ETA a «pris ses distances avec la réalité», qui fait qu'aujourd'hui les Basques veulent la paix et pas un retour aux méthodes du passé. Malgré l'impasse des pourparlers de paix, la trêve de 14 mois observée par l'ETA était la plus longue de l'histoire de l'organisation séparatiste.

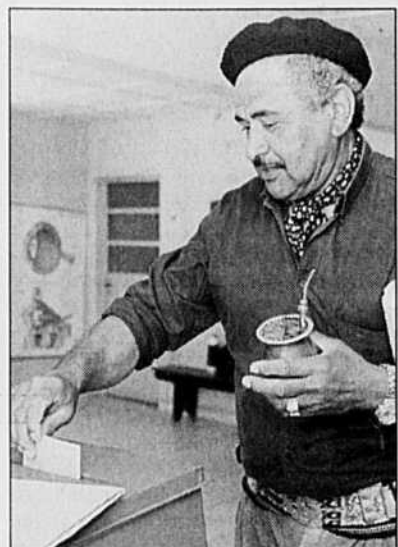
Bombe dans une pizzeria



REUTERS

UN ATTENTAT à la bombe en Afrique du Sud a fait au moins 28 blessés, certains grièvement, hier dans une station balnéaire proche du Cap. L'explosion s'est produite dans une pizzeria de Camp's Bay, à 10 km au sud du Cap. L'explosion d'une bombe artisanale dans un pub fréquenté par des homosexuels dans le centre du Cap le 6 novembre avait fait six blessés. La police soupçonne des islamistes extrémistes de la région du Cap pour les nombreux attentats à la bombe perpétrés en 1998 et cette année dans la région.

Elections uruguayennes



ANDRES STAFF REUTERS

Un gauchiste aux urnes hier.

La gauche reconnaît sa défaite

Montevideo (AP) — Le candidat du parti Colorado (au pouvoir) était largement en tête hier du second tour de l'élection présidentielle en Uruguay, selon deux sondages réalisés à la sortie des urnes. Des centaines de partisans de Jorge Batlle se sont retrouvés au siège du parti Colorado à Montevideo, la capitale du pays, pour fêter l'événement après avoir appris les résultats de ces sondages laissant prévoir une victoire facile de leur candidat.

Le socialiste Tabare Vazquez a reconnu peu après sa défaite. Il a adressé ses «félicitations» à Jorge Batlle, qu'il a présenté comme «le prochain président de tous les Uruguayens». «Nous respectons la volonté du peuple», a-t-il affirmé devant des centaines de ses partisans. Mais il a insisté sur le fait que sa coalition de gauche était devenue une force de transformation dans un pays longtemps dominé par seulement deux partis.

Selon les sondages, le centriste Jorge Batlle obtenait 52% des suffrages contre 45% pour Tabare Vazquez, un médecin qui espérait devenir le premier président socialiste de l'histoire de l'Uruguay. Les instituts CIFRA et Factum donnaient des chiffres identiques. Les marges d'erreur de leurs sondages étaient respectivement d'un point et d'un point et demi. Quelque 2,4 millions d'Uruguayens étaient appelés aux urnes hier pour départager les deux candidats.

Candidat de la grande coalition de gauche Frente Amplio et ancien maire de Montevideo, M. Vazquez, 59 ans, avait recueilli le 31 octobre dernier 39% des suffrages contre 31,9% pour M. Batlle, un sénateur de 72 ans qui disputait la cinquième course à la présidence.

Briguant la succession du président Julio Sanguinetti dont le mandat de cinq ans s'achève en mars 2000, M. Vazquez s'était prononcé pendant la campagne pour la mise en oeuvre d'un «plan d'urgence» de plus de 300 millions de dollars destiné à créer des dizaines de milliers d'emplois dans un pays où le taux de chômage est de 10%.

Ce cancérologue s'est également engagé à taxer davantage les revenus des plus riches, tout en exemptant d'impôts les personnes qui gagnent moins de 1200 dollars par mois.

M. Vazquez a rejeté sur la politique d'austérité du président Sanguinetti la responsabilité de la montée du chômage, qui touche 10% de la population active en Uruguay.

Les Tchétchènes réclament l'aide des pays occidentaux

Grozny (AFP) — Des voix s'élèvent en Tchétchénie, où l'armée fédérale russe resserre son étau, pour réclamer de l'aide militaire aux pays occidentaux, mais ces derniers semblent vouloir s'en tenir pour l'instant à des pressions verbales sur Moscou.

Les représentants de vingt-trois localités tchétchènes ont appelé le président tchétchène Aslan Maskhadov à demander aux pays occidentaux des armes «modernes» pour combattre les forces russes, a annoncé hier la présidence de la république indépendante du Caucase.

«Si la Russie ne nous laisse pas d'autre choix que la guerre, alors que le président tchétchène prenne la décision de travailler avec les opposants à la Rus-

sie. Nous devons tourner nos regards vers l'Ouest et lui demander autant d'armes que possible. Nous avons avant tout besoin de systèmes de missiles portables antiaériens», ont écrit ces représentants dans une lettre à M. Maskhadov. L'armée fédérale russe effectue depuis plusieurs jours des bombardements intensifs, notamment sur Grozny, et, dans la nuit de samedi à dimanche, de nouvelles frappes ont visé, outre la capitale tchétchène, Ourou-Martan (20 km au sud-ouest de Grozny) ainsi que la gorge d'Argoun (10 km à l'est de Grozny).

Au total l'aviation fédérale russe a effectué 100 missions samedi, selon l'état-major cité par l'agence Interfax.

Le maire de Grozny Lecha Dou-

daïev a annoncé samedi qu'il y avait eu au moins 260 morts en 48 heures dans la capitale. L'armée fédérale, qui a commencé ses opérations militaires en Tchétchénie le 5 septembre pour «en finir avec les terroristes», a resserré son étreinte autour de la capitale, prenant le contrôle des hauteurs.

Les opérations sont entrées dans une «troisième étape» qui devrait «en gros» être achevée à la fin de l'année, assurent les autorités militaires.

De nombreux Tchétchènes continuent à fuir les bombardements, venant grossir les camps de réfugiés. Selon l'Ingouchie voisine, 2163 personnes sont arrivées au cours des dernières 24 heures tandis que 234 ont repassé la frontière.

Bal tragique chez les Assad

Le beau-frère du président syrien a été hospitalisé à Paris avec des balles dans le ventre

JEAN-PIERRE PERRIN LIBÉRATION

Alors que le président Hafez el-Assad prépare son fils Bachar à lui succéder, une première grave lésion vient d'apparaître au sein de sa propre famille. Grave au point qu'elle s'est traduite, début novembre, par l'hospitalisation à l'hôpital du Val de Grâce à Paris de Assaf el-Chawkat, gendre du président syrien et chef de l'un des plus puissants services de sécurité, atteint de plusieurs balles dans le ventre. Le tireur appartient aussi à la famille du chef de l'Etat. Selon des sources concordantes, il s'agit de Maher el-Assad, l'un des propres fils du président. Le motif de l'affrontement n'est pas connu avec certitude. On sait simplement qu'il s'est produit au palais présidentiel. En trente ans, c'est la première fois que des membres de la famille Assad règlent leurs comptes de façon sanglante. L'événement témoigne des difficultés que rencontre la mise en place de la succession du président Assad au profit de son fils Bachar.

L'hospitalisation de Assaf el-Chawkat, 37 ans, à l'hôpital du Val de Grâce est intervenue précisément quelques jours avant la visite en grande pompe à l'Elysée, le 7 novembre, de Bachar, qui consacrait ses premiers pas sur la scène internationale. Son accueil à Paris s'est fait, bien sûr, dans le plus grand secret. Soigné d'abord à Damas, son état avait été jugé suffisamment grave pour que soit demandée l'aide de la France. Chawkat, qui a quitté l'hôpital français il y a quelques jours pour poursuivre en Syrie sa convalescence, n'est pas que le chef des renseignements militaires de l'armée de terre. Il est aussi le plus proche conseiller de Bachar pour les problèmes de sécurité. A ce titre, il dirige également une unité spéciale ne dépendant pas de l'état-major, dont la mission est de surveiller l'armée. Il est donc l'œil de Bachar au sein des forces armées. Maher el-Assad, 33 ans, lui, est capitaine dans la Garde

présidentielle. Apparemment, il ne semble pas avoir été sanctionné pour son geste qui met en lumière les graves discordes régnant dans l'entourage du président syrien.

En fait, derrière cette guerre de palais se devinent les querelles entourant la mise en place de la succession du président syrien. Agé de 69 ans et malade de longue date, Hafez el-Assad avait organisé celle-ci de longue date. D'abord, au profit de son fils aîné Bassel, l'enfant prodige dont le portrait pavoise encore les rues de Damas, jusqu'à ce que sa disparition brutale, en janvier 1994, dans un accident de voiture, repose le problème. Cette fois, Assad choisit Bachar, le second fils, alors ophtalmologiste à Londres. Le jeune homme, âgé aujourd'hui de 34 ans, n'a aucune expérience politique ni militaire. Est-il fait pour ce travail? Au sein des forces arti-

mées, des services secrets, certains responsables ne le pensent pas. C'est vrai aussi au sein de la communauté alaouite (10 % de la population), qui règne sans partager sur la Syrie, où l'on craint qu'il manque de poigne, notamment avec la majorité sunnite qui ne manquera pas de relever la tête à la mort d'Assad. Rifaat el-Assad, le frère du président, en profite pour se replacer dans la course. Il en avait exclu dès 1983 par le Président après avoir tenté de le déposer, profitant de son hospitalisation. En février 1998, Assad décide d'en finir avec Rifaat, dont les intrigues l'inquiètent.

Celui-ci sera d'abord limogé de son poste de vice-président, puis chassé du parti Baas sous l'accusation de trahison. La partie pour Bachar s'annonce plus facile, d'autant que son père s'emploie aussi à un grand nettoyage dans l'armée, les services secrets et le parti Baas, soit les trois piliers du régime.

Néanmoins, Bachar apparaît bien seul. Tant que son père est derrière lui, il n'a rien à craindre, personne n'étant en mesure de s'opposer à lui. Mais cela n'empêche ni les intrigues de Rifaat, ni la méfiance de l'institution militaire, ni la crainte d'une partie de la communauté alaouite qui demeurent

autant d'ombres portées sur son avenir. Aussi, espère-t-il beaucoup de Chawkat qui lui doit beaucoup. Écarté du sérail par Bassel el-Assad, il avait d'abord obtenu sa réintégration. Ensuite, il avait convaincu la famille Assad qu'il puisse épouser Bouchra, sa sœur et l'unique fille du président. Enfin, il lui avait confié de lourdes responsabilités, faisant de lui son homme-clé au sein des services de sécurité.

Rifaat remue

L'été dernier, Rifaat a recommencé à remuer. Autant sur le plan diplomatique que sur la scène intérieure. Des tracts mettant en cause les compétences de Bachar sont distribués à Damas et dans la montagne alaouite (nord de la Syrie). Ils semblent émaner d'organisations islamistes clandestines mais, à Damas, personne ne doute que c'est l'oeuvre des hommes de Rifaat. Chawkat est alors chargé d'organiser la riposte. Selon un journaliste syrien proche de Bachar, les forces de sécurité de Chawkat découvrent, lors d'une perquisition à un quartier général à Lattaquieh, les noms de tous ceux qui reçoivent de l'argent de Rifaat, dont la fortune est estimée à entre deux et quatre milliards de dollars. Il s'ensuivra des centaines d'arrestations. En octobre, survient l'attaque du port privé de Rifaat, toujours à Lattaquieh. Selon des sources diplomatiques, les combats dureront six heures, faisant une vingtaine de morts (deux, selon le bilan officiel). Il y en aura d'autres dans la montagne alaouite où d'autres partisans de Rifaat seront tués. «Désormais, Bachar est mort politiquement», assure un diplomate occidental, spécialiste du monde arabe.

Mais Bassel n'est pas pour autant au bout de ses difficultés, comme le montre l'affrontement entre Maher et Chawkat. «Cette affaire l'affaiblit au sein de la communauté alaouite. Déjà, elle lui reprochait le sang versé à Lattaquieh. A présent, elle craint qu'il ne soit pas la hauteur. Du temps de Bassel, cela ne se serait jamais produit. C'est la première fois, en trente ans de règne, que la famille Assad se déchire ainsi. Et cela montre que même au sein de la famille directe du président, l'autorité de Bachar est contestée», analyse Luc Abou Zeid, un journaliste spécialiste de la Syrie.

L'Algérie a connu un week-end sanglant

Alger (AFP) — Vingt-sept personnes ont été assassinées samedi et hier, en moins de 24 heures, à deux barrages dressés par des islamistes armés au sud et à l'ouest d'Alger, selon des sources officielles et des témoignages recueillis par l'AFP.

En une semaine, une cinquantaine de personnes ont ainsi été tuées sur les routes algériennes par des groupes armés lors de faux contrôles, une véritable hantise pour les Algériens. Hier, cette nouvelle tuerie des groupes armés a été commise contre des passagers d'un autobus intercepté à Nfissa sur la route nationale 4 à quelque 80 kilomètres à l'ouest d'Alger, commune de Boumedfaa, dans la région d'Ain Defla.

Les assaillants ont incendié l'autobus avant de prendre la fuite, selon les mêmes sources. Certaines victimes ont succombé à leurs blessures pendant leur transport vers des hôpitaux de la région, a indiqué l'agence officielle APS. Les services de sécurité, «aus-sitôt alertés», ont déclenché une «inten-

se opération de recherches» contre les auteurs de cet attentat, a précisé l'APS. L'APS n'a fourni aucune indication sur les circonstances de cette nouvelle tuerie. Neuf personnes avaient été assassinées dans les mêmes conditions, samedi en fin d'après-midi près de Boufarik (35 km au sud d'Alger), à un «faux barrage» dressé par un groupe armé islamiste, en plein cœur de la Mitidja, la riche plaine agricole située aux portes d'Alger, selon des témoignages recueillis hier sur place par l'AFP.

Ce «faux barrage» avait été dressé pendant une vingtaine de minutes avant que les «patriotes», présents en force dans cette zone, alertés par les coups de feu, n'interviennent et mettent en fuite les agresseurs.

Dix-huit personnes avaient été tuées samedi 19 novembre dans les gorges de la Chiffa, près de Blida (50 km au sud d'Alger) à un autre faux barrage sur un axe routier très fréquenté reliant Alger au Grand Sud également dressé en plein jour.

E N B R E F

Les Nétanyahou interrogés

Bat Yam (AFP) — L'ancien premier ministre israélien de droite Benjamin Nétanyahou et son épouse Sarah ont été une nouvelle fois interrogés hier pendant dix heures, soupçonnés notamment de détournement d'objets de valeur, ont indiqué des responsables de la police. Le couple a été entendu pour la sixième fois par la section antifrudes de la police israélienne à Bat Yam, près de Tel-Aviv. L'interrogatoire qui s'est déroulé sans interruption avait débuté à 10h00 locales et s'est terminé à 20 heures, a-t-on précisé de source policière. A sa sortie, le couple a refusé de répondre aux questions des journalistes, selon la télévision publique israélienne. Les enquêteurs soupçonnent le couple d'avoir détourné des objets de valeur que Nétanyahou avait reçus au titre de ses fonctions de premier ministre et qu'il devait, selon la loi, restituer au domaine public. Le couple est en outre soupçonné d'avoir promis divers avantages à un entrepreneur en échange de multiples travaux dans leur appartement privé de Jérusalem. M. Moshé Leon, ex-directeur général de la présidence du Conseil et Uri Elitzur, ancien

chef du cabinet de M. Nétanyahou, étaient également interrogés. A l'issue du précédent interrogatoire, M. Nétanyahou s'était déclaré «persuadé» que l'enquête de police dont il fait l'objet depuis des semaines avec son épouse Sarah ne déboucherait pas sur des poursuites judiciaires.

La sœur de Tony Blair agressée

Londres (AFP) — La sœur du premier ministre britannique Tony Blair a été récemment agressée à Londres par un homme qui lui a volé son sac, a-t-on appris hier auprès du 10 Downing Street. Sarah Blair, 43 ans, n'a été que superficiellement blessée à un genou par son agresseur, un jeune homme qui avait le visage recouvert d'une cagoule et portait des gants, selon la presse britannique dominicale. L'incident s'est produit le 11 novembre alors que la sœur du chef du gouvernement venait de descendre d'un bus pour rentrer chez elle dans le quartier à la mode d'Islington, dans le nord de Londres. Elle a été projetée à terre par son agresseur qui s'est enfui avec son sac. Downing Street n'a pas voulu donner de détails.

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

BOURBIER

SUITE DE LA PAGE 1

des motivations politiques.

Les élus nationalistes ont beau jeu de renvoyer dos à dos le pouvoir de Paris et les bandes armées. Le journaliste Jacques Follorou décrivait récemment la Corse comme «un aigillon douloureux planté dans une république malade de son immobilisme» (Corse, l'État bafoué, Stock). La seule certitude depuis quelques semaines, c'est qu'en jouant les défenseurs de la République, plus personne, surtout pas le gouvernement et son ministre de l'Intérieur Jean-Pierre Chevènement, ne semble avoir la moindre crédibilité pour se faire entendre dans l'île. Comment s'étonner qu'entre la guerre des polices et celle des fractions nationalistes, le commun des mortels y perde son latin?

crioux@csi.com

Les réalisateurs de la SRC réclament une enquête

(Le Devoir) — Dans la tourmente entourant la production privée et les allégations de malversations qui pèsent sur elle, les réalisateurs de Radio-Canada réclament une commission d'enquête afin que toute la lumière soit faite sur cette affaire et qu'on en mesure l'ampleur. Ils considèrent que la crise doit se régler sur la place publique. La semaine dernière, l'Association des réalisateurs, par la voix de son directeur Philippe Baylaucq, avait dit espérer que l'affaire se règle en famille. Afin de se dissocier de toute évidence de ces propos, leurs homologues de Radio-Canada déclarent aujourd'hui, compte tenu de la gravité des allégations émises, que toute la lumière doit être faite par une commission indépendante des organismes bailleurs de fonds, dans l'intérêt du public qui paie la note avec ses taxes.

L'épave du ferry retrouvée, au moins 16 morts

Oslo (Reuters) — La marine norvégienne a retrouvé hier l'épave du ferry qui a fait naufrage vendredi, tuant au moins 16 personnes, a-t-on appris de source autorisée. De 16 à 19 personnes ont péri dans l'accident, a annoncé la police. Treize corps ont été retrouvés et trois personnes dont on est sûr qu'elles étaient à bord sont présumées mortes. Deux ou trois autres personnes sont portées disparues selon des informations non confirmées, a précisé le porte-parole de la police. Un sous-marin de poche a retrouvé deux cadavres près de l'épave du catamaran Sleipner, qui repose par 90 mètres de profondeur au large d'Haugesund, sur la côte ouest de la Norvège. Il devrait ensuite explorer l'épave du ferry qui a heurté des rochers vendredi dans une mer houleuse. Les opérations de recherche des personnes disparues avaient été interrompues samedi soir près de 24 heures après le naufrage. La société propriétaire du catamaran ultra-moderne a reconnu hier que l'équipage avait peut-être sous-estimé la gravité de la situation et trop attendu avant de faire évacuer les passagers. Selon les premières informations, il semble que le bateau ait coulé de façon inexplicable très rapidement, a dit le directeur général de Hardanger Sunnhordlandske Dampskipsselskap.

Enquête sur un chercheur

Vancouver (PC) — L'Université de Colombie-Britannique fera enquête sur une entente en vue d'obtenir des tissus foetaux, conclue entre un de ses chercheurs et un organisme américain accusé de trafic d'organes de bébés. La Fondation du don anatomique est l'une des deux agences américaines qui fournissent des organes humains à faire l'objet d'une enquête du Congrès américain pour avoir présumément vendu des tissus prélevés sur des foetus avortés, en contravention de la loi fédérale. Les législateurs, spécialistes en éthique et chercheurs craignent que l'attrait du profit n'incite certaines femmes à devenir enceinte dans le seul but de vendre des tissus foetaux. Ils craignent aussi que les mêmes motifs n'influencent la décision des femmes de se faire avorter. La fondation ne payer des femmes pour qu'elles donnent des tissus foetaux. Elle précise qu'elle ne facture aux chercheurs que les frais qu'elle encourt, et souligne qu'elle respecte les directives américaines.

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du Devoir: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com

L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346
Par télécopieur (514) 985-3390

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces

et la publicité par regroupement
Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-3390
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec). H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor LaSalle, 7743, rue de Bourdeau, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0856. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

Le Sinn Fein entre au parlement

Protestants et catholiques présideront côte-à-côte aux destinées de l'Ulster

D'APRÈS AFP ET REUTERS

Belfast — L'Irlande du Nord va connaître une semaine de bouleversements historiques avec la formation dès aujourd'hui d'un premier gouvernement interconfessionnel semi-autonome, clé de voûte d'un processus de paix solidement remis sur les rails samedi par les protestants.

Le mouvement de David Trimble a accepté de renoncer à son exigence d'un début de désarmement de l'IRA comme préalable à l'entrée de son aile politique, le Sinn Fein, au sein de l'exécutif local. Une pré-condition qui paralysait le processus de paix depuis la signature de l'accord du Vendredi Saint le 10 avril 1998.

Le compromis de paix a été approuvé par 480 délégués du parti pro-britannique contre 349. David Trimble, Prix Nobel de la paix, a promis aux délégués de sa formation réunis à Belfast qu'il quitterait le poste de premier ministre de l'exécutif nord-irlandais si l'IRA ne commençait pas à désarmer avant février. Le compromis a été «clairement approuvé», a dit Trimble. «Nous sommes sortis de l'impasse.»

«Nous avons fait un effort, M. [Gerry] Adams c'est à vous», a-t-il ajouté en s'adressant au chef du Sinn Fein. «Nous avons sauté le pas. A vous de suivre.» Après 30 ans de troubles qui ont fait quelque 3500 morts, protestants et catholiques, défenseurs de la couronne britannique et partisans de la réunification de l'Irlande, vont donc tourner la page de la confrontation en présidant côte-à-côte aux desti-

nées de l'Ulster.

Cette «révolution», dans une province qui a vécu des décennies durant au rythme du sectarisme religieux et politique, a été rendue possible par un vote crucial samedi de l'instance dirigeante du principal parti protestant (UUP) nord-irlandais.

L'obstacle levé, Trimble va devenir le premier chef de gouvernement d'une Irlande du Nord pacifiée. Point culminant d'un parcours qui a vu cet ancien porte-flambeau des «durs» de l'unionisme devenir un homme clé du processus de réconciliation.

Aujourd'hui, l'assemblée locale élue en 1998 va désigner les dix ministres du gouvernement nord-irlandais. Le Sinn Fein y aura deux représentants, dont Martin McGuinness: fortement soupçonné d'avoir été dans le passé l'un des chefs de l'IRA, il incarne à présent la conversion du groupe armé à la paix. Le cabinet sera co-dirigé par David Trimble et un vice-premier ministre qui sera selon toute vraisemblance le catholique modéré Seamus Mallon. Ce dernier avait démissionné en juillet en signe de protestation contre l'impasse politique en Ulster, mais devrait revenir sur sa décision aujourd'hui.

Ce gouvernement mixte semi-autonome entrera formellement en fonction jeudi, lorsque le parlement britannique lui aura délégué de larges prérogatives dans le domaine de l'économie, de l'agriculture ou des transports. D'ici là, la République d'Irlande doit également renoncer à sa re-

vendication territoriale sur l'Ulster britannique, inscrite dans sa Constitution. En contrepartie, elle bénéficiera d'un droit de regard inédit sur les affaires du Nord, au travers d'un conseil ministériel Nord-Sud.

L'IRA est également appelée à apporter son obole. Elle doit faire jeudi un premier pas vers son désarmement en désignant un représentant auprès d'une commission internationale chargée de superviser la neutralisation des arsenaux paramilitaires. Mais les protestants et Londres ne se contenteront pas longtemps de ce geste. Le ministre à l'Irlande du Nord Peter Mandelson a appelé hier le Sinn Fein à faire en sorte «que le mouvement républicain remplisse sa part du marché». Autrement dit, un désarmement d'ici à juin 2000. «Je pense qu'il va le faire», a-t-il ajouté sur la BBC-TV. Le groupe armé se retrouve désormais sous pression sur ce dossier très sensible dans le camp républicain.

Soucieux de rallier les protestants les plus intransigeants, David Trimble lui a unilatéralement fixé samedi une date butoir, promettant de démissionner en février si aucun lot de fusils ou d'explosifs n'est détruit d'ici là. «Nous avons pris une décision très difficile. C'est au tour maintenant du Sinn Fein/IRA et des autres organisations paramilitaires», a prévenu hier un proche collaborateur de M. Trimble, Ken Maginnis.

Placé sur la défensive, le Sinn Fein a accusé l'UUP d'avoir commis «une grave erreur» en posant des conditions à la poursuite du processus de paix.

CHRÉTIEN

SUITE DE LA PAGE 1

bec à abandonner l'idée de tenir un troisième référendum, tentant de toute évidence de donner l'impression que Lucien Bouchard sera à blâmer pour la continuation ou la cessation du débat.

«M. Bouchard, si vous m'écoutez, pourquoi vous et moi ne ferions-nous pas un beau geste? Pourquoi ne ferions-nous pas le plus beau cadeau du millénaire à tous les Québécois, à tous les Canadiens? Pourquoi, alors que 72 % des Québécois ne veulent pas avoir de référendum, ne dites-vous pas que vous ne ferez pas un référendum au cours de votre mandat et moi je vous promets aussi de faire le même geste. Je ne parlerai plus de constitution, de référendum, de clarté de la question, de Cour suprême. On va arrêter d'en parler.»

Jean Chrétien s'est bien défendu d'être provocant en relançant lui-même le débat référendaire en pleine acalmie. Il tente visiblement de faire porter la responsabilité de ce retour du sujet à l'ordre du jour national par le gouvernement du Parti québécois, prétendant que chaque semaine, le Parti québécois parle de «conditions gagnantes». Mais il semble surtout que Jean Chrétien n'a pas encore digéré le fait que le mouvement souverainiste ait volé la vedette lors de la conférence internationale sur le fédéralisme au Mont-Tremblant, en octobre.

Alors que Bill Clinton acceptait «peut-être pour la première fois de faire un discours académique», a blâmé M. Chrétien, «qu'est-ce qu'ils [les souverainistes] ont fait? Ils ont essayé de faire un hijacking [un détournement] de cela. Pensez-vous que c'est acceptable et que je dois me fermer [sic]? Que je ne dois rien dire?»

Carte blanche

Sans s'avancer sur le pourcentage d'appui à la séparation suffisant pour entamer des discussions avec le fédéral, M. Chrétien a répété qu'on ne «brisait pas un pays avec un recomptage judiciaire». Il indique ainsi qu'il ne semble pas prendre acte de la dissension évidente entre les ministres québécois de son cabinet à ce sujet.

Samedi, la ministre Lucienne Robillard avait déclaré que selon elle, «l'enjeu principal, c'est la clarté de la question. Quand une question est claire, et qu'on comprend ce sur quoi on vote, l'interprétation du résultat est facilitée». Stéphane Dion, au contraire, déclarait sur les ondes de RDI en matière hier que «ça serait déraisonnable, même avec une question claire, de briser un pays avec 50 % + une voix.»

Après les discours de Jean Chrétien, hier, aucun des ministres du Québec n'a voulu parler aux journalistes. Les Paul Martin, Pierre Pettigrew et Martin Cauchon se sont éclipsés. En conférence de presse, Alfonso Gagliano a seulement déclaré que «Le premier ministre a dit que 50 % + 1 ce n'était pas suffisant, et là je peux vous dire que les ministres sont solidaires.»

OMC

«Un nouveau Reich du millénaire»

SUITE DE LA PAGE 1

française de la multinationale inonde la presse de photographies de cow-boys gros et gras qui rigolent au téléphone. De qui rient-ils? Des Français évidemment qui, imaginent la chose, fabriquent leurs hamburgers avec des produits de la ferme Made in France! «Et ils en mangent?», se demandent les gardiens de vaches mal dégrossis du Dakota-du-Sud. Chaque message prend soin de décrire l'Américain moyen comme un individu obèse, vulgaire, qui ne mange jamais de légumes et possède la délicatesse d'un hippopotame.

En France, la mondialisation a réveillé le vieux démon anti-américain constatait l'écrivain Jacques Attali dans L'Express. «Certains développent maintenant une hystérie xénophobe qui va même, dans une abjecte métaphore, jusqu'à assimiler le libérateur de l'Europe occupée par les nazis — les États-Unis — à un nouveau Führer mondial.»

Le leader «souverainiste» du RPF, Charles Pasqua, décrivait récemment l'OMC comme l'instrument «d'un nouveau Reich du millénaire». Selon lui, José Bové est un «souverainiste qui s'ignore». A gauche comme à droite, l'OMC n'a pas bonne presse. L'économiste Susan George évoquait dans Le Monde diplomatique «une organisation fondamentalement antidémocratique et destructrice des libertés».

La malbouffe n'est pas le seul fléau qu'imposerait au consommateur français la mondialisation des échanges. S'il faut en croire la presse, on ne compte plus les secteurs menacés: alimentation, cinéma, télévision, etc. La mondialisation ferait même planer sur la France le danger d'un «enseignement uniformisé» a déclaré la semaine dernière le ministre de l'Éducation nationale, Claude Allègre.

Marginaux, des groupes de pression comme Attac (favorable à une taxe sur les transactions financières internationales), la Coordination pour le contrôle citoyen de l'OMC et l'Observatoire de la mondialisation voient les nouveaux membres affluer. La France apparaît parfois comme le dernier village retranché du combat contre la mondialisation. C'est à Bastia que le Forum mondial des cinéastes, réunissant des cinéastes de 24 pays, a adopté une déclaration défendant l'exception culturelle.

Le ressac est tel que plusieurs ministres ont cru nécessaire de rappeler que l'hexagone est le quatrième expor-

M. Chrétien a fait également fi de la mise en garde, timide il est vrai, de ses militants contre la radicalisation des positions fédérales envers le Québec. Les militants de l'aile québécoise du parti avaient amendé samedi une résolution controversée demandant au gouvernement du Canada de «formuler une question claire et directe» pour la transformer en résolution demandant de «définir ce qu'il considère une question claire et directe». Même ainsi diluée, cette résolution avait été rejetée majoritairement.

Les militants avaient également retiré deux résolutions jugées plus extrêmes, soit celle demandant que le gouvernement adopte une loi établissant les conditions d'un référendum et celle demandant d'établir à 60 % du suffrage exprimé le seuil minimal pour permettre la sécession du Québec. Ils n'ont finalement adopté que la résolution générale et évasive formulée par la Commission politique du Parti libéral du Canada (PLC)-section Québec qui «appuie le gouvernement canadien qui s'est engagé, après des Québécois et de tous les autres Canadiens, à faire respecter les principes de clarté et de légalité qui ont été énoncés par la Cour suprême le 20 août 1998». Une façon de laisser carte blanche au premier ministre dans l'élaboration de la stratégie future.

Autre débat

Par delà l'unité canadienne, les débats du congrès ont notamment porté sur le développement régional, l'assurance-emploi, la fiscalité et l'environnement. Au nombre des résolutions adoptées par les militants figurent celles demandant au gouvernement de:

- modifier le système de l'assurance-emploi afin d'établir un meilleur équilibre entre les bénéficiaires accordés et les surplus enregistrés;
- établir un programme collectif volontaire pour permettre aux travailleurs autonomes de profiter de meilleurs avantages sociaux;
- adopter une loi rendant obligatoire l'étiquetage des produits transgéniques;
- ne pas modifier le code criminel de façon à permettre l'euthanasie.

Quant à la résolution demandant que soit rapatriée la formation de la main-d'œuvre à Ottawa, devant la confusion du gouvernement du Québec à administrer cette compétence, elle a été majoritairement défaite, certains militants faisant valoir qu'il s'agissait d'un «bon exemple de la mauvaise administration du Parti québécois».

Par ailleurs, dix des résolutions adoptées seront débattues au Congrès national du PLC, en mars, à Ottawa. Sur ces dix résolutions, seulement une provient des militants (des associations de Mont-Royal et de Lac Saint-Louis), les autres ayant été concocées par la Commission politique du PLC-section Québec. Il s'agit d'une demande de moratoire sur l'usage de pesticides chimiques à des fins décoratives.

tateur mondial et que l'Europe avait jusqu'ici plutôt bénéficié des jugements de l'OMC. Mais, le mal n'est pas uniquement français. «Il faut expliquer à l'opinion publique pourquoi un nouveau cycle de négociations va commencer», disait l'eurodéputé social-démocrate autrichien Harald Ettl. «Il faut que les gens comprennent que sans l'OMC, ce serait la loi du plus fort qui dominerait le monde», a renchéri le Britannique Nick Clegg.

«L'Exocet»

Pascal Lamy a souvent dénoncé l'idée selon laquelle le «grand Satan de la mondialisation» est responsable de la pauvreté dans le monde. Le commissaire européen au commerce extérieur qui parlera au nom de l'Union européenne à Seattle est perçu en France comme plus libre-échangiste que le gouvernement français. Il est probablement plus proche des positions allemandes à ce sujet.

Ancien bras droit de Jacques Delors à la Commission européenne, à 52 ans, Lamy est reconnu comme l'un des meilleurs spécialistes européens de la question. C'est surtout un négociateur hors pair. Spécialiste des dossiers difficiles, il a travaillé au Crédit Lyonnais après la presque faillite de 1994 et sauvé la banque d'une condamnation de Bruxelles. Dans la capitale belge, on le surnommait «la brute», «le porte-flingue» et surtout «l'Exocet».

Socialiste catholique diplômé de l'ENA, des HEC et de Sciences-Po, Lamy n'aurait qu'une faiblesse: ce n'est pas un as des communications. Ce qui pourrait être un handicap alors que l'image du sommet de Seattle est en chute libre. On se souviendra qu'en 1997, c'est la France qui avait sonné le glas des négociations sur le libre-échange de l'OCDE.

Pascal Lamy aura dès demain pour tâche de faire accepter aux Américains un ordre du jour qui ne se limite pas à l'agriculture et aux services, mais qui puisse déborder sur les normes sociales, l'environnement, les investissements, la culture, etc. Une proposition à laquelle les États-Unis opposent toujours une fin de non-recevoir. Les négociations sont «sur le fil du rasoir», répète depuis une semaine le commissaire européen au commerce exté-

CRIS

SUITE DE LA PAGE 1

dication territoriale protégé par l'article 35(3) de la Constitution et que, en conséquence, les droits issus de traités des Cris sont protégés contre tout empiètement législatif et par des ententes administratives ou contractuelles.

En entrevue au Devoir, celui qui a remplacé Matthew Coon-Come à la tête des Cris exprime son inquiétude devant les tentatives répétées d'Ottawa de se soustraire à ses obligations de fiduciaire. Les faits et gestes du gouvernement Chrétien, selon lui, ont de quoi alarmer au plus haut point les Premières Nations du pays.

Ted Moses dénonce l'attitude fédérale qui consiste à ne pas respecter des engagements déjà pris et à privilégier davantage les ententes contractuelles, accords plus souples et moins contraignants que les traités à long terme.

«Le Canada essaie constamment de mettre fin à des ententes en modifiant leur valeur de traité pour les substituer par des contrats. Quand ils ne prennent pas un temps fou pour appliquer les ententes, ils essaient d'inclure des clauses crépusculaires sur leurs obligations.»

En fait, cette politique d'extinction des droits autochtones ne date pas d'hier, convient-il, puisqu'inscrite dans la Loi appliquant la CBJN en 1977. Cette pratique a cependant été dénoncée au printemps dernier par un comité des droits de l'homme des Nations unies qui a recommandé au Canada «d'abandonner la pratique d'éteindre les droits autochtones inhérents».

«Ottawa nous a imposé cette clause lors des discussions sur la Baie James, affirme M. Moses. Aujourd'hui, les Cris ne signeraient peut-être pas la Convention de la Baie James. Mais il faut se rappeler que la situation était difficile en 1975. Nous avons été intimidés et nous n'avions pas le choix.»

Par conséquent, il estime que les options des Cris devant les gouvernements se résument désormais à négocier et faire appel aux tribunaux. Avec le gouvernement du Québec, il se dit prêt à reprendre les négociations sur le régime forestier. Mais sa nation, avertit-il, n'abandonnera pas l'action entreprise en Cour supérieure pour obtenir réparations en raison des dommages causés au mode traditionnel autochtone par les compagnies forestières.

Le ministre québécois des Affaires autochtones, Guy Chevrette, refuse de reprendre les pourparlers avant que les Cris ne laissent tomber leur requête juridique.

«Pas question, tranche Ted Moses. On sera prêt pour le mois de janvier quand débiteront les audiences. D'ailleurs, je me demande si le Québec n'essaie pas d'imiter Ottawa en reniant sa parole sur des engagements déjà pris.»

M. Moses fait référence à une entente (MOU-Memorandum of understanding) survenue en 1995 avec le Québec sur une enveloppe de 132 millions devant servir à des mesures d'hébergement et de développement communautaire.

«A part un montant de neuf millions, l'argent n'a pas commencé à circuler dans les communautés», souligne le Grand chef des Cris. On est plus que prêts à négocier à ce sujet.»

S'il éprouve une méfiance extrême envers Ottawa, Ted Moses prend un ton un tantinet plus conciliant envers le Québec. Moins activiste que Matthew Coon-Come, se voyant davantage comme un négociateur — il a représenté les Cris auprès de plusieurs instances internationales — le nouveau Grand Chef affirme que son rôle consiste avant tout à s'assurer que les traités signés avec les Cris soient respectés.

«Les Cris, comme toutes les Premières Nations, doivent prendre tous les moyens disponibles pour faire avancer leur communauté, pour aider leur développement socio-économique et culturel.»

Il dit favoriser avant tout les échanges autour d'une table de travail. Mais les tribunaux demeureront sans doute, dit-il, le dernier recours des autochtones devant la mauvaise foi démontrée par certains gouvernements.

«Avec la Baie James, nous avons pris part au développement des années 1970. Nous avons obtenu un certain contrôle et certains bénéfices, admet-il. Mais d'autres problèmes ont émergé et nous nageons trop souvent encore à contre-courant.»

M. Moses souligne notamment les problèmes de santé communs par plusieurs communautés autochtones. Tel que le soulignait un rapport de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) vendredi (un document alarmant sur la santé des 750 000 autochtones du Canada), les Cris sont en voie de rattraper le record d'incidence du diabète en raison des changements apportés à leur régime alimentaire dans les dernières décennies.

«C'est pourquoi on ne peut abandonner notre combat. Nous ne sommes pas en train de nous plaindre ou de quémander. Il ne s'agit pas de demandes déraisonnables. Comme tout le monde, nous voulons simplement faire respecter nos droits.»

En ce sens, il salue l'accord intervenu entre les Nisgaa's de la Colombie-Britannique et les gouvernements fédéral et provincial, même s'il n'approuve pas l'idée de laisser tomber l'exemption fiscale dont jouissent les membres des Premières Nations en échange de certains bénéfices.

«Nous appuyons nos frères de Colombie-Britannique et respectons leur choix. On verra toutefois ce qu'il adviendra de cette entente avec le temps parce que nous connaissons trop bien l'insistance du gouvernement fédéral pour fixer des lois auxquelles il contrevient par la suite.»

LE DEVOIR

LES SPORTS

Coupe Louis-Vuitton

Les talents du Défi italien sont consacrés

FLORENCE DE CHANGY
LE MONDE

La deuxième poule de qualification a confirmé que *Luna Rossa*, le bateau du Défi italien *Prada Challenge*, était bien le concurrent le plus redoutable du plan d'eau du golfe d'Hauraki (Nouvelle-Zélande). Alors que la plupart des concurrents doivent faire face à des avaries ou à des problèmes techniques, compte tenu des conditions de vent (brise de 30 nœuds) du golfe d'Hauraki, au large d'Auckland, *Luna Rossa* vogue en tête du classement général de la Coupe Louis-Vuitton, éliminatoire de la Coupe America.

Terminée quatre jours plus tard que prévu à cause d'un météo capricieuse, samedi 20 novembre, la deuxième poule de qualification a permis aux onze challengers qui se disputent les six places des demi-finales de la Coupe Louis-Vuitton, éliminatoire de la Coupe de America, de rentrer dans le vif de l'action. Avec des courses plus longues, des conditions de navigation nettement plus difficiles et des bateaux poussés beaucoup plus loin qu'à l'occasion de la première poule de qualification, le niveau de compétition s'est considérablement accru. La résistance des matériaux a été aussi éprouvée que les règlements de course. Dans les deux domaines, les limites ont été à plusieurs reprises dépassées. Quatre journées de course ont été entièrement ou partiellement annulées, dont trois en raison d'un vent trop fort. Et les régates qui ont eu lieu se sont généralement déroulées sur une mer agitée et avec une brise frôlant les 30 nœuds, proche des conditions d'un tour du monde.

Avec une seule défaite, à cause d'un changement de parcours qui a échappé à son tacticien, *Prada Challenge*, le syndicat italien, a confirmé tout au long de cette poule qu'il était bien le maître du jeu. L'équipe italienne a démontré que ses atouts ne se limitaient pas à la vitesse du bateau. Malgré des vents extrêmement changeants, *Luna Rossa* s'est presque toujours trouvé au bon endroit au bon moment, doublant son avantage en vitesse d'une excellente conduite tactique. En outre, il est le seul bateau à sortir quasiment intact de ses vingt courses, à deux mousetons près. On ne voit plus pour le moment qui pourrait troubler l'assurance d'un équipage rapide, rusé et fiable, dont la performance n'est pas sans rappeler le sans-faute de Team New Zealand en 1995.

Sans rival

Prada finit donc en tête de classement, et sans rival, avec huit points de plus que son concurrent immédiat, quatre victoires de plus qu'*America One* (classé quatrième) et cinq victoires de plus qu'*America True*, deuxième au classement général. Le seul challenger qui ait vraiment inquiété les Italiens en vitesse au cours de cette série de duels fut *Young America*. Mais le syndicat de New York, qui mène la deuxième campagne la plus puissante de cette Coupe Louis-Vuitton, avec un budget d'environ 300 millions de francs, a de gros soucis.

Depuis que son premier bateau

(*USA 53*) s'est plié en deux, mardi 9 novembre, sous l'effet d'une vague de travers qui est venue contrarier l'équilibre subtil des énormes tensions qui régissent la puissance du bateau, *Young America* a vu le moment où *USA 58* allait capituler, lui aussi, quelques minutes avant le départ de la course contre *Young Australia*.

Si cet abandon soudain de *Young America* au lendemain du magnifique duel contre *Prada* a amorcé une série de rumeurs sur l'état moribond du Défi, la plainte de *Young America* devant le jury international, pour n'avoir pas obtenu un report de course, a initié une mini saga juridique, soldée par l'octroi d'un point de dommages à *Young America*, alors que *Young Australia*, le jeune Défi australien, avait gagné les quatre points de la course en courant seul sa neuvième régata.

Panique et anxiété

Il a fallu la diffusion par la télévision néo-zélandaise de la bande son des échanges à bord de *Young America* dans les secondes qui précéderent la demande de report pour que le jury international ouvre le dossier. La panique et l'anxiété des voix à propos de terribles craquements, qui semblaient rappeler à l'équipage le cauchemar de *USA 53*, ont prouvé aux membres du dit jury la mauvaise fois de *Young America* puisque les dégâts du bateau (fisures dans le pont) auraient pu être réparés dans les délais impartis. Et le point bizarrement accordé a été tout aussi bizarrement retiré.

Au total, dix-sept plaintes ont déjà été examinées par le jury international depuis le début de l'épreuve alors que le comité course estime n'avoir jamais eu affaire à autant de réclamations en tout genre qu'au cours de ces dernières dix séries de courses.

Plus visuelles que les délibérations à répétition du jury, les défaillances technologiques ont elles aussi rythmé le déroulement de cette deuxième poule de qualification. *Young America* a ouvert le bal des avaries, le 9 novembre, suivi de *Nippon Challenge* (mât brisé), du défi hawaïen (deux grand-voiles déchirées et deux bômes cassées lors de quatre incidents) et des Suisses de *FAST 2000* (quille fendue), sans parler de maintes voiles d'avant déchirées, de lattes et de tangons de spi cassés à la pelle.

Tous ces nouveaux éléments ont contribué à ouvrir le jeu sans doute davantage qu'on ne l'imaginait à l'issue de la première poule de qualification. Les deux défis américains les plus puissants, *Young America* (New York) et *America One* (San Francisco), qui étaient alors en deuxième et troisième position, ont perdu respectivement quatre et deux places, au profit des deux syndicates américains les plus modestes en moyens, ayant chacun mené des campagnes à un seul bateau, *Stars and Stripes* (San Diego) et *America True* (San Francisco). Quant à *Nippon Challenge* et *America One*, s'ils n'ont pas tenu toutes leurs promesses, les observateurs considèrent que leur potentiel reste élevé.

Tiger-Cats 32 Stampede 21

La revanche des Tiger-Cats

Vancouver — Les Tiger-Cats de Hamilton auront pris leur revanche de belle façon. Vaincus 26-24 en 1998 par les Stampede de Calgary dans la grande finale de la Coupe Grey, les Tiger-Cats ont savouré le champagne de la victoire à leur tour, hier, l'emportant 32-21 face à ces mêmes Stampede.

Danny McManus et Darren Flutie ont démontré pourquoi ils forment le duo quart-receveur le plus craint de la Ligue canadienne de football. McManus a rejoint Flutie avec deux passes bonnes pour des touchés. Celle de sept verges au début du quatrième quart fut décisive.

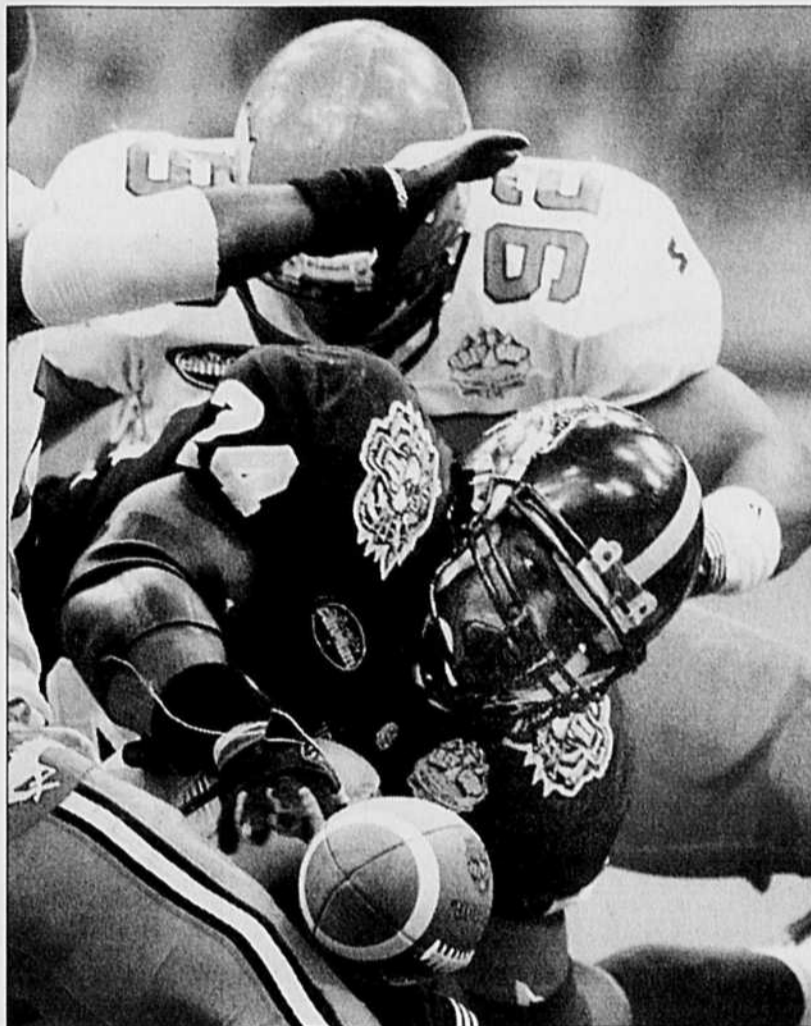
McManus (22-en-34, 347 verges) a été nommé le joueur du match. Le receveur des Tiger-Cats, Mike Morreale, a été nommé le joueur canadien par excellence. « Cette victoire offre une bonne image de notre équipe, des entraîneurs et des joueurs », a déclaré McManus. Hamilton avait gagné la coupe Grey dans toutes les décennies, sauf les années 90. On avait beaucoup de pression.

McManus remporte ainsi une troisième coupe Grey en 10 ans au stade B.C. Place (1990 avec Winnipeg, 1994 avec les Lions). McManus a dominé le circuit avec 364 passes complètes pour 5318 verges de gains et 28 touchés cette saison. Flutie, qui avait joué avec lui à la Colombie-Britannique, a été sa cible favorite avec 84 passes pour 1155 verges et sept touchés.

McManus a dirigé les Tiger-Cats lors d'une séquence de 69 verges qui s'est conclue avec le deuxième touché de Flutie au tout début du quatrième quart. La poussée, qui a pris moins d'une minute et qui a nécessité seulement trois jeux, a cassé les riens des Stampede.

Hamilton reprenait alors les devants 32-14 et effaçait le beau travail du quart de Calgary, Dave Dickenson, qui avait réduit une bonne partie de l'avance de 22-0 des Tiger-Cats avec deux poussés bonnes pour des touchés au troisième quart.

L'an dernier, le vainqueur a été connu lors du dernier jeu du match (placement gagnant de 35 verges de Mark McLoughlin), mais hier, les Tiger-Cats ont pris le contrôle d'entrée de jeu devant les 45 118 spectateurs présents avec une poussée de 21-0.



PRESSÉ CANADIENNE

Le demi à l'attaque de Hamilton, Ron Williams, a inscrit un des touchés des vainqueurs.

Le demi à l'attaque de Hamilton, Ron Williams, a inscrit l'autre touché des vainqueurs. Le botteur Paul Osbaldiston a complété avec trois bottés de précision et deux simples. Vince Danielsen, Allen Pitts et Duane Forde ont inscrit les touchés des Stampede.

Sampras retrouve son panache

Vainqueur du Masters d'Hanovre, l'Américain est sacré champion des années 1990

ASSOCIATED PRESS

Hanovre — L'Américain Pete Sampras a décroché le cinquième Masters de sa carrière en battant hier en finale son compatriote Andre Agassi, numéro un mondial, en trois sets de 6-1, 7-5, 6-4.

Cette victoire sur le joueur de l'année, vainqueur en 1999 à Roland-Garros et à l'US Open, permet à Sampras d'égaliser la marque d'Ivan Lendl, cinq fois victorieux du Masters.

L'actuel numéro trois mondial est ainsi définitivement sacré meilleur joueur de la décennie, lui qui avait déjà égalé en juillet à Wimbledon le record des victoires en tournois du Grand Chelem (12) codétenu par l'Australien Roy Emerson. Malgré les encouragements des 13 500 spectateurs du hall de la Foire internationale de Hanovre, parmi lesquels figurait sa nouvelle compagne Steffi Graf, Agassi n'a pu que subir cette finale, bouclée par Sampras en une heure et 47 minutes.

Entré sur le court pour conclure en beauté une année en tous points exceptionnelle, Andre Agassi n'a jamais retrouvé le jeu qui lui avait permis de balayer son grand rival par 6-2, 6-2 en une petite heure mercredi.

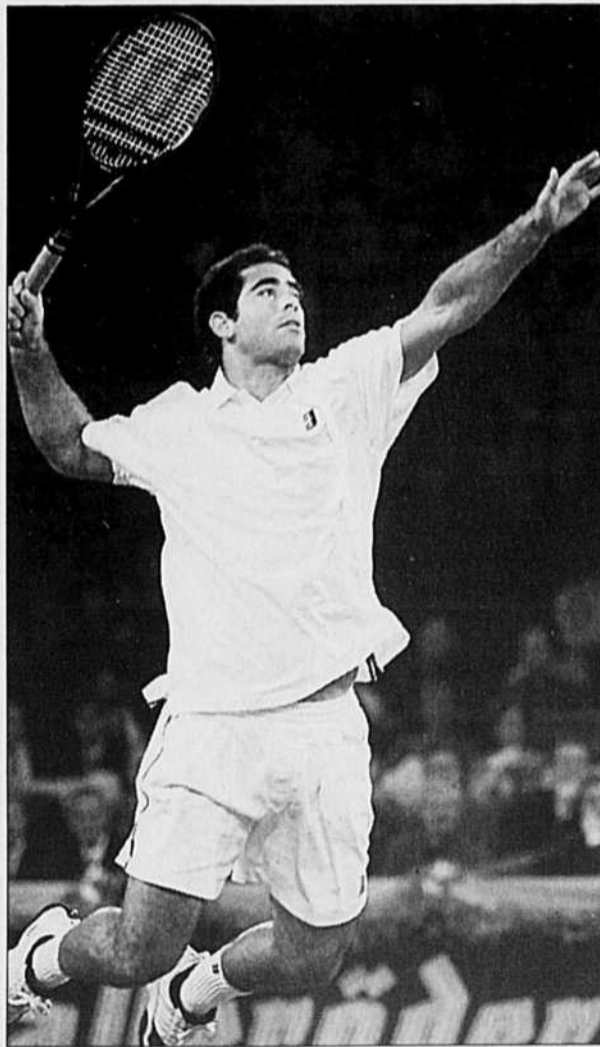
Face à lui, le Sampras convallescent du début de semaine était à nouveau au sommet de son art, comme en témoignait son service parfait (15 as), ses rouesses à la volée et son engagement total. L'ex-numéro un mondial entamait du reste cette finale sur les chapeaux de roue, enfilant les jeux pour empêcher la première manche sur le score sans appel de 6-1.

Visiblement sonné par le niveau de jeu de Sampras, Agassi se ressaisissait au début du deuxième set en prenant le service de son adversaire pour mener par 3-0. Deux balles de 4-0 lui permettaient même d'espérer recoller au score. Mais le négligé de cette dernière grande finale avant l'an 2000 multipliait les coups gagnants pour revenir à 4-4.

Le manque de rapidité et de lucidité d'Agassi devenaient alors évidents. Soumis à forte pression, le « *Kid de Las Vegas* » laissait échapper son service au pire moment et voyait son rival rafter à 7-5 une manche qui lui semblait promise. Dans le dernier jeu de ce set, Sampras alignait comme à l'entraînement un service gagnant puis deux as, dont un chronométré à 209 km/h.

Un bris d'entrée dans la troisième manche donnait à Sampras une nouvelle avance qui devait se révéler suffisante pour enlever le trophée, malgré les efforts méritoires d'Agassi. Touché mentalement, le numéro un mondial réussissait quelques beaux coups, comme cet inhabituel retour brossé qui surprénait Sampras. Mais ce dernier enlevait la troisième et dernière manche par 6-4.

« La semaine a été difficile, mais j'ai vraiment très bien joué. Je ne pouvais pas mieux jouer en finale », a commenté le vainqueur, satisfait de son parcours qui l'a vu dominer successivement l'Équatorien Nicolas Pietrangeli, l'Allemand Nicolas Kiefer puis son compatriote Agassi.



PETER MUELLER REUTERS

Pete Sampras a défait son compatriote Andre Agassi en trois sets.

« Après les matchs du premier tour, les choses sérieuses ont commencé », a-t-il poursuivi, reconnaissant que son niveau de jeu s'était amélioré depuis son match perdu de mercredi. « Je connais Andre depuis de nombreuses saisons. Il a réussi une année exceptionnelle et je devais jouer mon meilleur tennis pour le battre. »

Faute de terminer numéro un mondial en 1999, comme cela avait été le cas ces six dernières années, Sampras décroche une victoire plus que probante et empoche 1,4 million de dollars, contre « seulement » 685 000 \$ à son adversaire.

Rochon emporte l'or

Tandadalen, Suède (PC) — Stéphane Rochon a enlevé hier la médaille d'or de l'épreuve des bosses de la Coupe du monde de ski acrobatique. L'athlète de Saint-Sauveur s'est bien ressaisi après commis une erreur lors de sa première descente. Rochon a eu du mal à entendre le signal du départ à cause des vents violents. Il s'est élané sur la piste bien après son adversaire français. Malgré tout, Rochon est parvenu à devancer son rival avant le fil d'arrivée. Après cette course, Rochon s'est montré intraitable. « J'ai appris quelque chose aujourd'hui, a-t-il déclaré. Je n'ai pas besoin d'être si spectaculaire dans les airs. Je n'ai pas à tenter l'exploit. Je dois plutôt

réussir parfaitement mes figures. » Agé de 25 ans, Rochon a ajouté qu'il avait appris à mieux glisser en skiant sur un plus petit volume de neige lors de son entraînement estival. Quant à Jean-Luc Brassard, il a subi l'élimination dès le premier tour.

Le Canada s'illustre en patinage

Berlin (PC et AP) — Le Canadien Jeremy Wotherspoon a vengé son échec de la veille en remportant l'épreuve du 500 mètres lors de la Coupe du monde de patinage de vitesse de longue piste. Patrick Bouchard, de Cap-Rouge, a terminé au sixième

rang. Wotherspoon a aussi enlevé le deuxième rang du 1000 mètres après avoir inscrit un temps d'une minute et 11,37 secondes. Chez les femmes, l'Allemande Monique Garbrecht s'est imposée lors de l'épreuve du 500 mètres. Elle a complété l'épreuve en 38,96 secondes, devançant la Japonaise Eriko Sanmiya (39,00 secondes) et l'Allemande Sabine Voelker (39,13 secondes). La Canadienne Catriona LeMay-Doan, qui avait enlevé le troisième rang de l'épreuve, samedi, a dû se contenter de la quatrième place. L'équipe canadienne du relais a remporté la médaille d'argent, hier, lors d'une épreuve de la Coupe du monde de patinage de vitesse de courte piste disputée au Japon.

HOCKEY

ASSOCIATION DE L'EST

Section Nord-Est							
	G	P	N	NR	Bp	Bc	Pts
Toronto	13	9	3	2	72	54	31
Ottawa	13	9	2	1	67	57	29
Boston	11	8	6	0	65	58	28
Buffalo	11	11	2	0	66	65	24
Montréal	9	14	1	1	50	62	20

Section Atlantique							
	G	P	N	NR	Bp	Bc	Pts
Philadelphie	13	8	4	1	74	57	31
New Jersey	11	7	3	1	55	48	26
Pittsburgh	7	11	3	3	67	65	20
NY Rangers	7	13	3	1	54	69	18
NY Islanders	6	11	3	4	63	60	15

Section Sud-Est							
	G	P	N	NR	Bp	Bc	Pts
Floride	13	8	2	2	63	54	30
Caroline	10	8	6	0	57	59	26
Washington	9	9	4	1	58	64	23
Tampa Bay	8	13	2	2	64	75	20
Atlanta	5	15	2	1	51	84	13

ASSOCIATION DE L'OUEST

Section Centrale							
	G	P	N	NR	Bp	Bc	Pts
St. Louis	15	7	2	0	75	53	32
Detroit	14	7	3	1	78	54	32
Nashville	7	14	1	2	53	68	17
Chicago	5	14	4	2	56	75	16

Section Nord-Ouest							
	G	P	N	NR	Bp	Bc	Pts
Vancouver	10	8	6	1	67	72	27
Colorado	10	11	3	1	66	69	24
Edmonton	6	11	6	3	57	63	21
Calgary	8	13	2	0	53	78	18

Section Pacifique							
	G	P	N	NR	Bp	Bc	Pts
Phoenix	15	6	3	0	79	57	33
Los Angeles	14	7	4	1	82	64	33
San Jose	13	11	3	2	77	67	31
Anaheim	12	11	2	1	66	60	27
Dallas	10	11	3	1	52	56	24

Samedi

Los Angeles 4 San Jose 1
Toronto 5 Edmonton 2
Montréal 2 Vancouver 1
Washington 4 N.Y. Islanders 3
Caroline 5 Pittsburgh 3
Floride 3 Atlanta 0
Anaheim 4 Nashville 3
St. Louis 8 Chicago 3
Colorado 7 Calgary 1

Hier

Philadelphie 3 Ottawa 3
Phoenix 4 Detroit 3
Buffalo 3 Tampa Bay 2 (P)
N.Y. Islanders 2 Boston 1
Dallas 4 Atlanta 2
New Jersey 2 San Jose

Aujourd'hui

Washington à Toronto, 19h30

Demain

Chicago à Ottawa, 19h
Pittsburgh à Buffalo, 19h30
Dallas à N.Y. Islanders, 19h30
Calgary en Caroline, 19h30
Phoenix à Nashville, 20h
Colorado à Vancouver, 22h30

Mercredi

Dallas à Montréal, 19h30
N.Y. Rangers au New Jersey, 19h30
San Jose à Detroit, 19h30
Colorado à Edmonton, 21h
Tampa Bay à Anaheim, 22h30

FOOTBALL

ASSOCIATION AMÉRICAINNE

Section Est						
	G	P	N	Moy.	PP	PC
Indianapolis	8	2	0	800	294	198
Miami	8	3	0	727	219	203
Buffalo	8	4	0	667	228	173
N.-Angleterre	6	5	0	545	232	218
N.Y. Jets	4	6	0	400	167	174

Section Centrale						
	G	P	N	Moy.	PP	PC
Jacksonville	10	1	0	909	287	125
Tennessee	9	2	0	818	239	202
Pittsburgh	5	6	0	455	202	167
Baltimore	4	7	0	364	196	211
Cincinnati	2	10	0	167	188	356
Cleveland	2	10	0	167	137	317

Section Ouest						
	G	P	N	Moy.	PP	PC
Seattle	8	2	0	800	236	164
Kansas City	5	5	0	500	219	167
Oakland	5	5	0	500	206	189
Denver	4	7	0	364	221	226
San Diego	4	7	0	364	183	252

ASSOCIATION NATIONALE

Section Est						
	G	P	N	Moy.	PP	PC
Washington	7	4	0	636	330	287
Dallas	6	5	0	545	255	182
Arizona	5	6	0	455	162	220
N.Y. Giants	5	6	0	455	194	222
Philadelphie	3	9	0	250	183	276

Section Centrale						
	G	P	N	Moy.	PP	PC
Detroit	7	4	0	636	239	214
Minnesota	7	4	0	636	272	226
Tampa Bay	6	4	0	600	158	138
Green Bay	5	5	0	500	192	209
Chicago	5	7	0	417	207	242

Section Ouest						
	G	P	N	Moy.	PP	PC
St. Louis	9	2	0	818	366	147
Caroline	4	6	0	400	227	221
San Francisco	3	7	0	300	163	281
Atlanta	2	8	0	200	127	235
N.-Orléans	2	9	0	182	182	269

Jeudi

Detroit 21 Chicago 17
Dallas 20 Miami 0

Hier

Arizona 34 New York Giants 24
Cincinnati 27 Pittsburgh 20
Jacksonville 30 Baltimore 23
Buffalo 17 N.-Angleterre 7
St. Louis 43 N.-Orléans 12
Washington 20 Philadelphie 17 (P)
Minnesota 35 San Diego 27
Tennessee 33 Cleveland 21
Tampa Bay à Seattle
Kansas City à Oakland
New York Jets à Indianapolis
Atlanta en Caroline

Aujourd'hui

Green Bay à San Francisco,

LES SPORTS

Douzième semaine de la Ligue nationale de football

Les Bills en doivent une autre à Flutie

Bills 17, Patriots 7

Orchard Park (AP) — Les deux passes de touché de Doug Flutie et la mauvaise journée de Drew Bledsoe étaient tout ce dont les Bills de Buffalo avaient besoin afin de l'emporter 17-7 face aux Patriots de la Nouvelle-Angleterre qui sont désormais sous le respirateur.

Flutie, nullement ennuyé par les forts vents qui balayaient le stade Ralph Wilson, a décoché des passes de 54 verges à Eric Moulds et de 31 verges à Sam Gash pour 14 points.

Steve Christie a complété la journée avec un botté de précision de 28 verges qui permit à Buffalo (8-4) de demeurer au plus fort de la lutte dans la très coriace section est de l'Association américaine.

Les Colts d'Indianapolis (9-2) et les Dolphins de Miami (8-3) précèdent les Bills au classement. «Nous venons de décrocher les Patriots et nous sommes encore en lice pour le titre de notre section», a noté Flutie (9-en-16, 207 verges) qui n'a pas commis d'interception.

L'unité défensive des Bills a limité l'attaque des Patriots à 267 verges et a permis un touché à ces derniers seulement durant les derniers instants du match. Bledsoe (18-en-34, un touché) a été renversé six fois derrière sa ligne de mêlée.

Les Patriots (6-5) n'ont pu réussir les jeux importants et Bledsoe n'a jamais pu répéter ses receivers. Bilan: une troisième défaite de suite.

«Je suis plutôt abattu», a dit Bledsoe. *Perdre trois matchs de suite et savoir que vous êtes en bonne partie responsable de ces trois revers est quelque chose de pas mal déprimant.*

Rams 43, Saints 12

St. Louis (AP) — Après une terrible première demie, Kurt Warner a complété 10 de ses 12 tentatives de passe en deuxième moitié de rencontre, hier, pour mener les Rams de St. Louis à une victoire décisive de 43-

12 face aux Saints de la Nouvelle-Orléans.

Les Rams pouvaient être couronnés champions de la section ouest de l'Association nationale, tard hier soir, advenant une défaite des Panthers de la Caroline face aux Falcons d'Atlanta.

Marshall Faulk (18 courses, 102 verges) a inscrit des touchés à la suite de courses d'une et de six verges et Torry Holt en a ajouté deux autres avec des attrapés.

Les Rams (9-2) remportaient ainsi leur septième victoire de suite à domicile. Warner n'a présenté qu'une fiche de 5-en-15 pour 60 verges en première demie. Quatre bottés de précision de Doug Brien ont résumé l'attaque des Saints (2-9).

Jaguars 30, Ravens 23

Baltimore (AP) — Un touché de James Stewart inscrit à la suite d'une course de quatre verges a permis aux Jaguars de Jacksonville de couronner une poussée de 23 points au quatrième quart et de l'emporter 30-23 face aux Ravens de Baltimore.

Les Jaguars ont une fiche de 8-0 contre les Ravens (4-7), mais cinq de ces victoires ont été remportées par trois points ou moins.

Les Jaguars (10-1) accusaient un déficit de 16-7 après trois quarts et de 23-22 avec 6:26 minutes à jouer, mais Mark Brunell a complété 10 de ses 13 tentatives de passe pour 125 verges lors des 15 dernières minutes de jeu. Il a complété la journée avec un dossier de 27-en-47 pour 338 verges et deux touchés. Les Ravens avaient baissé pavillon 6-3 contre les Jaguars il y a deux semaines.

Titans 33, Browns 21

Cleveland (AP) — Accusant un recul à la demie, les unités spéciales des Titans ont pris les choses en mains en deuxième portion de match, menant Tennessee à un gain de 33-21 face aux Browns de Cleveland.

Les unités spéciales ont préparé un



Ben Coates, des Patriots, a tout donné pour gagner quelques verges contre les Bills.

touché en recouvrant un échappé et Derrick Mason a ramené un botté de dégagement sur 65 verges pour un autre, permettant aux Titans (9-2) de demeurer invaincus cette saison (7-0) face aux formations de la section centrale de l'Association américaine.

Cardinals 34, Giants 24

East Rutherford (AP) — Jake Plummer a remplacé l'ex-quant des Giants de New York, Dave Brown, en deuxième demie, et il a décoché deux passes de touché afin de mener les Cardinals de l'Arizona à une victoire de 34-24 face aux anciens coéquipiers de son nouveau collègue. Il s'agissait du troisième triomphe consécutif des Cardinals (5-6), soit exactement le contraire des Giants (5-6) qui perdaient un troisième match de suite.

Redskins 20, Eagles 17

Landover (AP) — Les Redskins de Washington ont laissé filer une avance de 14 points au quatrième quart, mais un botté de précision de 27 verges de

Brett Conway après 4:34 de jeu en prolongation leur a permis de vaincre les Eagles de Philadelphie 20-17.

Conway a donc fait amende honorable, lui qui avait raté un botté de 28 verges qui aurait donné la victoire aux Redskins (7-4) lors du dernier jeu du dernier quart.

Quinze des 17 dernières joutes disputées entre les Redskins et les Eagles (3-9) se sont terminées par un écart de sept points ou moins.

Bengals 27, Steelers 20

Pittsburgh (AP) — Deux interceptions de Rodney Heath en première demie ont mené à 14 points et les Bengals de Cincinnati ont finalement vaincu les Steelers de Pittsburgh 27-20.

Les Bengals (2-10) ont pris une avance de 24-3 en raison des erreurs des Steelers (5-6) et de la performance de Jeff Blake (15-en-28, 241 verges).

Les Steelers ont chauffé leurs adversaires par la suite, Mike Tomczak (19-en-35, 264 verges) ayant remplacé Kordell Stewart (5-en-11, 36 verges,

deux interceptions), affreux en début de rencontre.

Pittsburgh perdait un troisième match de suite et un sixième à domicile en sept rencontres.

Chiefs 37, Raiders 34

Oakland (AP) — Les Raiders d'Oakland ont laissé filer une avance de 14 points au dernier quart, hier, s'inclinant finalement 37-34 face aux Chiefs de Kansas City.

Cris Dishman a marqué deux touchés pour les Chiefs, l'un lors d'un retour d'interception de 47 verges et l'autre après avoir ramené un ballon recouvert sur une distance de 40 verges. Stoyanovich a réussi le botté de précision d'une longueur de 44 verges au dernier jeu du match. La victoire a permis aux Chiefs (6-5) de mettre un terme à une série de trois revers.

Pour leur part, les Raiders (5-6) subissaient une deuxième défaite crevécoeur en six jours après avoir été vaincus 27-21 (en prolongation) par les Broncos de Denver.

Le troisième placement du match de Stoyanovich a couronné une séquence de neuf jeux ponctuée d'une pénalité pour obstruction de la part des Raiders.

Buccaneers 16, Seahawks 3

Seattle (AP) — Shaun King a fait ses débuts dans la NFL en raison de la blessure de Trent Dilfer et il a eu beaucoup de plaisir. La défense des Buccaneers de Tampa Bay aussi.

King s'est amené quand Tifler a subi une fracture de la clavicule et il a décoché la première passe de touché de sa carrière lors d'une victoire de 16-3 contre les Seahawks de Seattle.

Ce triomphe des Buccaneers (7-4) met un terme à la série de cinq gains consécutifs des Seahawks (8-3).

L'unité défensive de Tampa Bay, menée par Warren Sapp, a réussi cinq interceptions et provoqué un échappé aux dépens du quart des Seahawks, Jon Kitna (19-en-43, 197 verges).

Vikings 35, Chargers 27

Minneapolis (AP) — Les Chargers de San Diego se souviendront de Cris Carter. Tout comme un juge de ligne.

Le meilleur receveur de passes de l'Association nationale a joint le club sélect des joueurs ayant 900 passes captées à son actif et il a inscrit deux touchés lors d'une victoire de 35-27 des Vikings du Minnesota face aux Chargers.

Ce grand match de Carter a toutefois été entaché d'un geste disgracieux au premier quart. Furieux d'une décision du juge de lignes Mark Hittner qui a déclaré qu'il était en touche (la reprise télévisée semblait montrer le contraire), Carter a jeté avec violence le ballon au sol, mais ce dernier a rebondi directement au visage du juge, le blessant au nez. Carter a échappé d'une punition pour conduite anti-sportive, mais il n'a pas été expulsé.

Colts 13, Jets 6

Indianapolis (AP) — Cette fois, Peyton Manning n'a pu se la couler douce le long des lignes de côté.

Une semaine après avoir été retiré du match pour la première fois de sa carrière à la suite d'une autre performance exceptionnelle, Manning a trimé dur, hier, lors d'une courte victoire de 13-6 des Colts d'Indianapolis face aux Jets de New York.

Le jeune quart a récolté 198 verges de gains et dirigé une seule passe de touché (des chiffres bien en-deça de ses standards) dans ce match où les Colts (9-2) ont été victimes de trois revers. «Ce fut beaucoup plus disputé que nous l'avions prévu», a dit Manning qui a été intercepté deux fois. *C'est quand même plaisant de l'emporter et de voir qu'il y a matière à amélioration.*

Les Colts remportaient un septième match de suite, leur plus longue séquence du genre depuis leur campagne de 1975 alors qu'ils étaient à Baltimore.

Téléphone: 985-3322

LES PETITES ANNONCES

Télécopieur: 985-3340

LES PETITES ANNONCES

DU LUNDI AU VENDREDI
DE 8H30 À 17H00

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14h30 pour l'édition de lendemain.

Téléphone: 985-3322
Télécopieur: 985-3340

Conditions de paiement: cartes de crédit

I · N · D · E · X REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES

- 100 • 199 IMMOBILIER RÉSIDENTIEL
- 100 • 150 Achat-vente-échange
- 160 • 199 Location
- 200 • 299 IMMOBILIER COMMERCIAL
- 200 • 250 Achat-vente-échange
- 251 • 299 Location
- 300 • 399 MARCHANDISES
- 400 • 499 OFFRES D'EMPLOI
- 500 • 599 PROPOSITIONS D'AFFAIRES ET DE SERVICES
- 600 • 699 VÉHICULES

160 APPARTEMENTS-LOGEMENTS À LOUER

METRO Henri-Bourassa et St-Denis, 3 1/2, chauffé, planchers bois, eau chaude, poêle/frigo, frais pent. 735-0462.

N.O.G., village Monkland, haut duplex, très gr. 7 1/2, impeccable, 3 c.c. + 1 bureau, boiserie, foyer, portes françaises, s.-s. et garage, 1.000\$ 1er jan. 486-9278.

OUTREMONT, rue Laurier, joli studio fraîchement rénové, près autobus et métro, meublé, équipé, 850\$. (450)565-4486, (819)425-5656.

OUTREMONT, Grand 5 1/2, balcon, repeint, bois franc, incluant: chauff., poêle, frigo, service conciergerie, lav./séch. au s.-sol. 1420 Bernard o. (514)270-0116.

176 CHALET À LOUER

LAC PATRICK, Laurentides, 4 c.c., foyer, tout équipé, si de fond, très beau paysage. Sem./mois/saison. (514)486-6151.

LANAUDIÈRE, 1 1/2 h. de Mt. à la sem. Chalet en bois rond près ruisseau faunique. Toutes commodités. (450)835-2999.

VAL DAVID, spacieux, 3 c.c., foyer, ski et montagnes, 800\$/sem. (450)686-2901, devortex@videotron.ca

445 GARDERIES GARDIEN(NE)

PETITE FILLE de 5 mois résidant sur le Plateau (Parc Lalontaine) recherche une gardienne avec expérience pour la garder à temps plein à compter de janvier 2000. Non fumeuse, capable de s'adapter à des horaires variables. Références sérieuses exigées. 527-7973.

450 EMPLOIS DIVERS

RECHERCHE jeune homme pour travailler dans commerce établi à Toronto. Doit être propre, honnête, bonne apparence et avoir l'esprit ouvert. Notion de l'anglais un atout. Logé, nourri. Toute réponse sera traitée confidentiellement. Envoyez c.v. à: Le Devoir, Dossier #547, 2050 De Bleury, 9e étage, Montréal, Qc H3A 3M9. Réponse assurée.

185 CHAMBRES

PETITE CHAMBRE À LOUER 9 x 9, 2 garde-robes, meublé, tranquille, métro Mont-Royal, non-fumeur, aimant les jeunes enfants (1), 280\$ tout compris. 528-0716 matin, entre 9h et 11h.

251 BUREAUX À LOUER

CHEVRIER-ST-HUBERT, r.-de-ch., environ 950 p.c., 800\$ 845-6453.

COURS LE ROYER. A partager, 3 bureaux entier, meublé, libre. Idéal pour prof. 841-7133.

301 OEUVRES D'ART

ACHETERAIS tableaux de peintres canadiens renommés: Lemieux, Riopelle, Dallaire, Boudrias, Suzor-Côté, Fortin, Gagnon, Cosgrove, Pilot, Bush, Coburn, Vermer, Suzanne Bergeron. Toute réponse traitée confidentiellement. Le Devoir, Dossier #547, 2050 De Bleury, 9e étage, Montréal, Qc H3A 3M9. Réponse assurée.

307 LIVRES / DISQUES

ACHETONS livres. Service à domicile. 274-4659

318 MOBILIER DE BUREAU ET ACC.

MAC SE/30 - 100MB/20MB(ram)-Syst: F7.1-Sac transport-Housse-Manuels-Plateau multifonctions-Logiciels (Clearwork-Excel-Filemaker-pro-Mym-Myob-MacPaint-Macwrite-Soft PC-Antivirus). Impeccable. Prix demandé: 650\$. Tél. (514)238-2085.

323 TÉLÉSTÉRO/VIDÉO

SYSTEME DE SON Pre-amp Adcom GTP-350, amp. Adcom GTA-5200, haut-parleurs Kef Q-25. 2.100\$. 381-9248. Les Aménagements F.B. Inc.

DÉCÈS

MEILLEUR, NOËL
À Victoria, en Colombie-Britannique, le 26 novembre 1999, est décédé Noël Meilleur, né à Montréal en 1919. Il laisse dans le deuil son épouse Kathleen, 57 ans, son fils Peter (Sue), sa fille Rosemary (Tim) Campbell, son frère Jean-Paul, cinq petits-enfants et deux arrière-petits-enfants.

Noël a servi dans le Montreal Fusiliers Regiment durant la Deuxième Guerre mondiale en Europe. Après la guerre, il a été un pionnier au sein du gouvernement fédéral pour la réadaptation des personnes invalides.

Pendant longtemps, il a été membre du Rotary et il a reçu le prix Paul Harris.

Les funérailles auront lieu à St. Jean the Baptist Church, 311 Richmond Ave., Victoria, C.-B., le mardi 30 novembre 1999 à 14h. Au lieu de fleurs des dons peuvent être versés à un organisme de charité de votre choix.

À ceux qui l'ont connu et aimé, il leur manquera grandement. Direction: First Memorial Funeral Services.

FRIGON, ROSARIO
À Montréal, le 26 novembre 1999 à l'âge de 87 ans, est décédé Rosario Frigon époux de feu Simone Poulin. Il laisse dans le deuil son fils Paul (Gabrielle Perreault), ses petits-enfants, Isabelle, Alain et Daniel, son arrière-petit-fils Mathieu, son frère Maurice ainsi qu'autres parents et amis.

Exposé au Centre funéraire Côte-des-Neiges, 4525 chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal (514) 342-8000.

Les funérailles auront lieu le mardi 30 novembre 1999 à 11h en la Chapelle du Centre funéraire et de la au cimetière Notre-Dame-des-Neiges.

Heures de visites: le lundi 29 novembre 1999 de 14h à 17h et de 19h à 22h; le mardi 30 novembre à compter de 10h.

ARNOLD FORBES
À Montréal, le 25 novembre 1999, à l'âge de 88 ans, est décédé Arnold Forbes, époux de Mary Anna Nolin. Outre son épouse, il laisse dans le deuil ses enfants Ronald (Monique Bérubé), Lilliane (Léon Dontigny), ses petits-enfants Hugo et Anne-Marie, sa sœur Mary (feu Gérard Lefebvre) ainsi qu'autres parents et amis.

La famille recevra les condoléances au Centre funéraire Côte-des-Neiges, 4525 chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal (514) 342-8000.

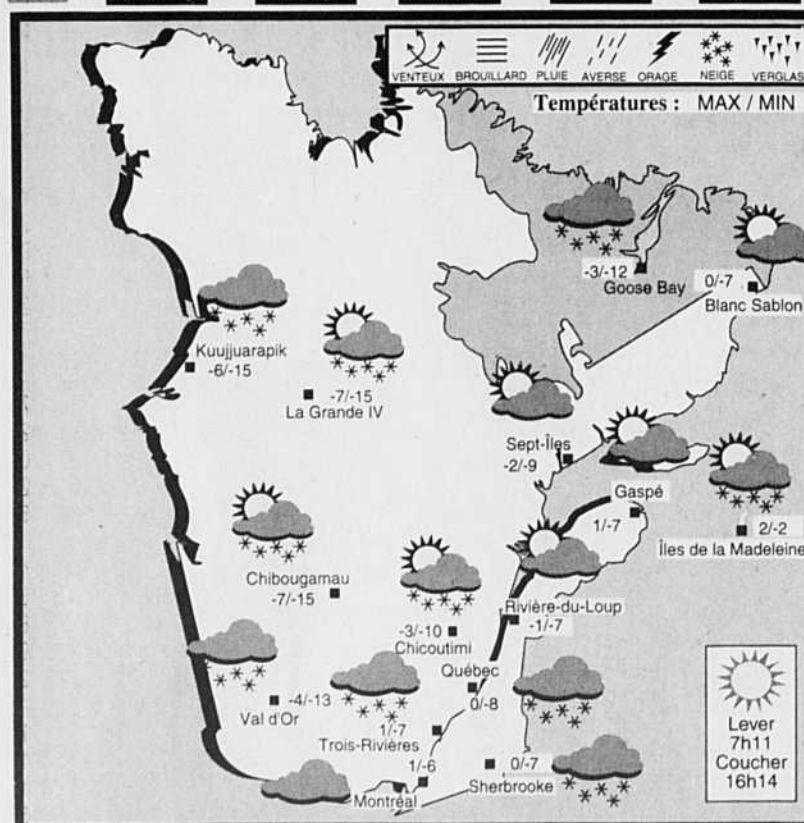
Les funérailles auront lieu le lundi 29 novembre 1999 à 16h en la chapelle du Centre funéraire. Heures de visites: lundi 29 novembre 1999 de 14h à 16h.

AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS

Veillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée. LE DEVOIR ne sera pas responsable des erreurs répétées. Merci de votre attention.

LA MÉTÉO D'ENVIRONNEMENT CANADA

MONTREAL	Aujourd'hui	Ce Soir	Mardi	Mercredi	Jeudi
	max 1	min -6	max -1	-8/-2	-8/-1



QUÉBEC	Aujourd'hui	Ce Soir	Mardi	Mercredi	Jeudi
	max 0	min -8	max -4	-9/-4	-7/-1

OTTAWA	Aujourd'hui	Ce Soir	Mardi	Mercredi	Jeudi
	max 1	min -6	max -3	-10/-3	-6/-1

Météo-Conseil 1 900 565-4455
Frais applicables
La météo à la source

101 PROPRIÉTÉS À VENDRE

REPENTIGNY, 1144, rue Cuvillier, multi-paliers, coin de rue, construction 90, aire ouverte et tot cathédrale, autoleis 3 c.c. à l'étage, maintenant 2 grandes c.c., belle s.b. attenante, s.-sol fini. Fenêtres PVC neuves, céramique italienne salon et s. à m., garage 26 pi. prof., piscine h.t., système d'alarme. Côté construction et rénovations plus de 135.000\$. Vente en bas de l'évaluation. Aubaine: 109.000\$. Propriétaire: (450)582-0247.

103 CONDOMINIUMS CO-PROPRIÉTÉS

ELEGANT 4 1/2, près U. de M. avec vue spectaculaire. 75.000\$. Richard Labrosse, Sutton Immobilia, 272-1010.

140 PROPRIÉTÉS DEMANDÉES

RECHERCHE maison ancestrale sur ferme, avec ruisseau, 1 heure de Montréal maximum. Vente privée seulement. Envoyer photo à: Le Devoir, Dossier #547, 2050 De Bleury, 9e étage, Montréal, Qc H3A 3M9.

160 APPARTEMENTS-LOGEMENTS À LOUER

AHURISSANT! A vous d'en profiter, 4 1/2, 5 1/2 rénovés, chauffés, eau chaude, poêle, frigo, lave-vaisselle, laveuse, sècheuse. À partir de 450\$. 683-4056.

ANJOU, spacieux 5 1/2 rénové, entrée lav./séch., secteur paisible, près services. 540\$. 351-5377.

HAUT DUPLEX, 5 min. métro Jarry, 6 1/2, 2 salons dbles, 1 ch. fermée, tr. propre. 575\$/m. Libre 1 jan. 2000. 385-9238 (après 18h).

170 HORS-FRONTIÈRES À LOUER

AU COEUR DE PARIS 2e, vue superbe, 3 1/2, après 10 déc., 10 min. Centre Pompidou. Charme, calme, mansardé, tt équipé, poutres, services, 7e, ascenseur. 842-3473.

PARIS - MONTPARNASSE et BASTILLE, Condos 2 1/2 sem. et longue durée. Grand et beau confort (514)352-1059.

PARIS-CENTRE, Charmant 2 pièces tt équipé, 600\$/sem. Photos disp. (514)586-7561.

PLEIN COEUR PARIS (1er). Beau studio meublé, clair, calme, Cuis. équipée, 2 lits dbl. Loc. 2 nuits à 1 mos. Fax: 011 33 2 38 97 49 91 ou caroletheoc@emel.fr

PROVENCE, Mas du XVIIIe s., entièrement rénové, tt équipé, 3 c.c., 2 s.d., cour intérieure, jardin, vue magnifique, 30 min. Avignon. 937-7008.

176 CHALET À LOUER

AUSTIN, près St-Benoit-du-Lac, bord lac Memphr. 20 min. Owl's Head, Orford, Mt. Glen Foyer, 3 c.c., dans bois tranquille, 1er déc./1er ail. 6.500\$. (819)346-9209.

CHARLEVOIX, au pied du Massif, résidence ou chalet.

LANAUDIÈRE, endroit paisible, grand terrain, chalet à vendre ou à louer. (514)842-2394.

ESTRIE, Domaine privé, 200 acres: 7 ch., grde salle réception, confort, équipé, Païsible, ski fond, 10 min. Mont Jolie. Sem./mois. (450)647-4611.

FRELIGHSBURG, Charmant petit chalet, confortable, ski, 23 déc. - 6 janv. 800\$. (450)298-5549, 527-7287.

Propriétaires!

Logement à louer? Propriété à vendre?

975\$*

*3 lignes, 3^{es} par ligne supplémentaire. Samedi seulement: 20% de plus.

Heure de tombée: 14h30 tous les jours

985-3322

Communiquez avec un conseiller publicitaire dès maintenant. Différents forfaits disponibles.

LE DEVOIR

VISA MasterCard AMERICAN EXPRESS

Objectif 34 500 000 \$

31 675 341 \$

merci de prêter main-forte

GARDERIES GARDIEN(NE)

PERSONNE fiable pour travail ménager et garde d'enfants après l'école. Total 5 jours, 5 jours/sem. 274-9530.

FONDATION JEUNES ET SOCIÉTÉ

La dignité de chaque personne est l'objectif principal de toute activité économique responsable.

www.monde.ca